



République Démocratique du Congo

MINISTÈRE DE L'ÉNERGIE ET RESSOURCES HYDRAULIQUES



*Système d'Information Énergétique*

# RAPPORT ANNUEL 2016

Présentation du Bilan Énergétique 2014

Kinshasa 2016



Ce rapport a été élaboré par :

- **Willy KIPOY S. MUSALU**, Coordonnateur SIE-RDC
- **Joseph KUABI BAVUEZA**, Coordonnateur Adjoint SIE-RDC, Responsable du secteur Industrie et Electricité
- **Jean Marie BADIATA KAYEMBE**, Responsable du secteur Ménages et Biomasse
- **Gaston LALA CIANANGA**, Responsable du secteur Transport et Produits pétroliers
- **Bruno MBESSA MALUKA**, Assistant chargé de la collecte des données secteur Transport et Produits pétroliers

Avec le soutien du **Ministère de l'Énergie et Ressources Hydrauliques**, de la **Délégation Wallonie-Bruxelles International** et du **Programme des Nations Unies pour le Développement**







## SOMMAIRE

Présentation de l'équipe SIE-RDC	
Sommaire.....	i
Liste des figures.....	iii
Liste des tableaux.....	iv
Liste des acronymes.....	iv
Mot du Ministre de l'Energie et Ressources Hydrauliques .....	1
Résumé du Rapport Annuel SIE-RDC 2016.....	2
<b>INTRODUCTION.....</b>	<b>3</b>
<b>CHAPITRE I.- PRESENTATION DU SECTEUR DE L'ENERGIE.....</b>	<b>5</b>
1. Bref aperçu de la RDC.....	5
2. Secteur énergétique de la RDC.....	6
2.1. Ressources énergétiques de la RDC et leur exploitation.....	6
2.2. Cadre institutionnel et légal du secteur énergétique de la RDC.....	11
2.3. Organigramme du Ministère de l'Energie et Ressources Hydrauliques .....	12
<b>CHAPITRE II.- ANALYSE DU BILAN ENERGETIQUE DE L'ANNEE 2014.....</b>	<b>13</b>
1. Approvisionnement national.....	13
2. Transformation.....	13
3. Consommation finale totale.....	13
3.1. Consommation finale totale par secteur de consommation.....	14
3.2. Consommation finale totale par type d'énergie.....	14
3.3. Consommation finale totale secteur Résidentiel.....	15
3.4. Consommation finale totale secteur Transport.....	16
3.5. Consommation finale totale secteur Industrie.....	16
Consommation des produits pétroliers par secteur (Transport, Industrie, Résidentiel) et centrales électriques.....	17
3.7. Consommation d'électricité par secteur (Industrie, Résidentiel, Services et Transport) .....	18
<b>CHAPITRE III. ANALYSE DES EVOLUTIONS SUR LA PERIODE DE 2000 A 2014.....</b>	<b>19</b>
1. Evolution des consommations finales totales .....	19
2. Evolution des consommations, de population et de la croissance économique.....	19

3. Evolution par secteur de consommation.....	20
3.1. Secteur Résidentiel.....	21
3.2. Secteur Transport.....	22
3.3. Secteur Industrie.....	24
4. Evolution par type d'énergie.....	26
4.1. Biomasse-énergie.....	26
4.2. Produits pétroliers.....	27
4.3. Électricité.....	28
a) Evolution de la consommation par niveau de tension.....	29
b) Evolution de la production hydroélectrique. ....	31
c) Evolution démographique et nombre d'abonnés BT.....	34
d) Evolution des consommations HT et le nombre d'abonnés HT.....	34
e) Evolution du ratio consommation et Approvisionnement.....	35
f) Evolution des Approvisionnements et des consommations.....	36
g) Evolution de Production, Exportation et Importation.....	36

## **ANNEXES..... 38**

### I. PRESENTATION DES GRAPHIQUES NON COMMENTES DE BILAN ENERGETIQUES

2013..... 39

### II. COEFFICIENTS MOYENS DE CONVERSION ET DENSITE..... 43

### III. DEPOTS DES PRODUITS PETROLIERS ET CAPACITES DE STOCKAGE..... 44

### IV. BILANS ENERGETIQUES DE LA RDC 2013 ET 2014..... 45

### V. QUELQUES INFORMATIONS SUR LE SECTEUR ELECTRICITE DE LA RDC..... 55

## LISTE DES FIGURES

Figure I.1	: Carte hydrographique de la RDC.....	5
Figure I.2	: Carte sur l'estimation du potentiel solaire de la RDC.....	8
Figure I.3	: Carte sur l'estimation du potentiel éolien de la RDC.....	8
Figure I.3	: Carte sur l'estimation du potentiel géothermique de la RDC.....	9
Figure II. 1	: Approvisionnement National de la RDC en 2014.....	13
Figure II.2	: Consommation finale totale par secteur.....	14
Figure II.3	: Consommation totale par type d'énergie.....	14
Figure II.4	: Consommation finale totale secteur Résidentiel.....	15
Figure II.5	: Consommation finale totale de bois de feu et de charbon de bois.....	16
Figure II.6	: Consommation finale totale secteur Transports.....	16
Figure II.7	: Consommation finale totale secteur Industrie.....	17
Figure II.8	: Consommation de produits pétroliers par secteur (Transport, Industrie, Résidentiel) et centrales électriques.....	17
Figure II.9	: Consommation d'électricité par secteur (Industrie, Résidentiel, Services et Transport).....	18
Figure III.1	: Evolution comparée de la consommation finale totale, croissance Démographique et croissance économique (Indice 100 en l'an 2003).....	19
Figure III.2	: Evolution des consommations de secteurs (Indice 100 en l'an 2000).....	20
Figure III.3	: Evolution des consommations de secteurs.....	21
Figure III.4	: Evolution de la consommation des produits énergétiques dans le secteur Résidentiel (Indice 100 en l'an 2000).....	22
Figure III.5	: Evolution de la consommation des produits énergétiques dans le secteur Résidentiel.....	22
Figure III.6	: Evolution des consommations dans le secteur Transports (Indice 100 en l'an 2000).....	23
Figure III.7	: Evolution des consommations dans le secteur Transports.....	24
Figure III.8	: Evolution de la consommation de l'électricité et des produits pétroliers dans le secteur Industrie.....	24
Figure III.9	: Evolution des consommations de l'électricité et des produits pétroliers dans le secteur Industrie (Indice 100 en l'an 2000).....	25

Figure III.10 : Evolution de la consommation de l'électricité Haute Tension et Moyenne Tension (Indice 100 en l'an 2000).....	25
Figure III. 11 : Evolution de la consommation de l'électricité Haute Tension et Moyenne Tension.....	26
Figure III.12 : Evolution de volume de production cuivre (Indice 100 en l'an 2000).....	26
Figure III.13 : Evolution des consommations de la biomasse dans le secteur Résidentiel (Indice 100 en l'an 2000).....	27
Figure III. 14 : Evolution des consommations de bois de feu et de charbon de bois dans le secteur résidentiel .....	27
Figure III.15 : Evolution des consommations des produits pétroliers : diesel/gasoil et Essence (Indice 100 en l'an 2000).....	28
Figure III.16 : Evolution des consommations des produits pétroliers : diesel/gasoil et Essence.....	28
Figure III.17 : Evolution de la consommation par niveau de tension (HT, MT et BT) (Indice 100 en l'an 2000).....	30
Figure III.18 : Evolution de la consommation par niveau de tension (HT, MT et BT).....	30
Figure III.19 : Evolution de la production hydroélectrique (Indice 100 en l'an 2000).....	32
Figure III.20 : Evolution du taux de disponibilité (Indice 100 en l'an 2000).....	33
Figure III.21 : Evolution de la Puissance installée et Puissance disponible.....	33
Figure III.22 : Evolution démographique avec le nombre d'abonnés BT (Indice 100 en l'an 2000).....	34
Figure III.23 : Evolution des consommations HT et le nombre d'abonnés HT (Indice 100 en l'an 2000).....	35
Figure III.24 : Evolution du ratio des consommations et Approvisionnement.....	36
Figure III.25 : Evolution des consommations et Approvisionnement.....	36
Figure III.26 : Evolution de production, Exportation et Importation.....	37

## LISTE DES TABLEAUX

Tableau I.1 : Unités de production d'électricité de la RDC.....	7
---	---

Tableau Annexes :

II. Coefficients moyens de conversion et de densité.....	43
III. Dépôts des produits pétroliers et capacités de stockage.....	44
IV. Bilans énergétiques de la RDC 2013 et 2014	
Bilan énergétique de la RDC 2013 (Unités physiques).....	45
Bilan énergétique de la RDC 2014 (Unités physiques).....	47
Bilan énergétique de la RDC 2013 (Unités énergétiques).....	49
Bilan énergétique de la RDC 2014 (Unités énergétiques).....	51
Bilan énergétique agrégé de la RDC 2013 (Unités énergétiques).....	53
Bilan énergétique agrégé de la RDC 2014 (Unités énergétiques).....	54
V. Quelques informations sur le secteur Electricité de la RDC.....	55

## LISTE DES ACRONYMES

AD	: Administrateur Délégué
AFREC	: African Energy Commission
ANSER	: Agence Nationale de l'électrification et Services Energétiques en milieux Rural
AIE	: Agence Internationale de l'Energie
AIEA	: Agence Internationale de l'Energie Atomique

ARE	: Autorité de Régulation du secteur de l'Electricité
BAD	: Banque Africaine de Développement
BT	: Basse Tension
CATE	: Cellule d'Appui Technique à l'Energie
CATEB	: Centre d'Application Technique Energie Bois
CEEAC	: Communauté Economique des Etats de l'Afrique Centrale
CEMAC	: Communauté Économique et Monétaire de l'Afrique Centrale
CEPGL	: Communauté Economique des Pays des Grands Lacs
CGI 3	: Cellule de Gestion Inga 3
CFU	: Chemin de Fer de l'Uélé
CNE	: Commission Nationale de l'Energie
COHYDRO	: Congolaise des Hydrocarbures
COMESA	: Common Market for Eastern and Southern Africa
CPANSER	: Comité Préparatoire de l'ANSER
CPARE	: Comité Préparatoire de l'ARE
CPMP	: Cellule de Passation des Marchés Publics
CPN	: Comité des Pétroliers Nationaux
CTB	: Coopération Technique Belge
CVM	: Congolaise des Voies Maritimes
DSCR	: Document de Stratégie de Croissance et de Réduction de la Pauvreté
DWB	: Délégation Wallonie Bruxelles
ECONOTEC	: Bureau d'études belge qui assure le leadership méthodologique
EDC	: Electricité du Congo
EDS	: Enquête Démographique et de Santé en RDC
ENERKA	: Société d'Energie du Kasai
FAO	: Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture
FIKIN	: Foire Internationale de Kinshasa
FONEL	: Fonds National d'Electrification
GENAPEP	: Groupement des Entreprises Nationales Pétrolières Privées
GPDPP	: Groupement Professionnel de Distribution de Produits Pétroliers
Hab.	: Habitant
HEDC	: Hydro Electricité Du Congo
HT	: Haute Tension
IFDD	: Institut de la Francophonie pour le Développement Durable
Ktep	: Kilo tonne équivalent pétrole
MECNDD	: Ministère de l'Environnement Conservation de la Nature et Développement Durable
MH	: Ministère des Hydrocarbures
MIBA	: Société Minière de Bakwanga
MINADR	: Ministère de l'Agriculture et Développement Rural
MIOC	: Muanda International Oil Company

MERH	: Ministère de l’Energie et Ressources Hydrauliques
MT	: Moyenne Tension
MTransvcom	: Ministère des Transports et Voies des Communications
OIF	: Organisation Internationale de la Francophonie
OMD	: Objectifs du Millénaire pour le Développement
ONG	: Organisation Non Gouvernementale
PAM	: Programme Alimentaire Mondial
PAP	: Programme d’Actions Prioritaires
PERENCO REP	: PERENCO Société des Recherche et Exploitation Pétrolières
PIB	: Produit Intérieur Brut
PLC	: Plantation Laver au Congo
PMPTR	: Programme Minimum de Partenariat pour la Transition de la Relance
PMURR	: Programme Multisectoriel d’Urgence de Reconstruction et Réhabilitation
PNUD	: Programme des Nations Unies pour le Développement
PPTE	: Pays Pauvres Très Endettés
RCA	: République Centre Africaine
RDC	: République Démocratique du Congo
ERH	: Energie et Ressources Hydrauliques
SADC	: Southern African Development Community
SGERH	: Secrétariat Général à l’Energie et Ressources Hydrauliques
SIE	: Système d’Information Energétique
SNCC	: Société Nationale du chemin de Fer du Congo
SNEL	: Société Nationale d’Electricité
SOCIR	: Société Industrielle de Raffinage
SOFRECO	: Société Française de Réalisation d’Etudes et de Conseils
SOKIMO	: Société Minière de Kilo Moto
SOMINKI	: Société Minière de Kivu
SONANGOL	: Société Nationale Angolaise de Pétrole
Tep	: Tonne équivalent pétrole
UCM	: Unité de Coordination et de Management des projets
WBI	: Wallonie Bruxelles International

### Son Excellence Monsieur Jeannot MATADI NENGA NGAMANDA

Depuis 7 ans déjà, la République Démocratique du Congo développe un système d'information énergétique doté d'une comptabilité énergétique aux standards internationaux et d'un ensemble de données validées du secteur de l'énergie. Désormais, ces statistiques énergétiques détaillées et centralisées au Ministère de l'Energie et Ressources Hydrauliques. Ces données constituent une base de données énergétique indispensable au suivi de la situation énergétique du pays et à la planification dans le secteur.

L'intérêt d'organiser les données sous formes des bilans énergétiques n'est plus à démontrer, car ils sont une source d'informations énergétiques qui puisse permettre à notre pays, entre autres, (i) de présenter les différentes sources d'énergie, les différents flux énergétiques, les consommations des différents secteurs d'activité économique, (ii) d'analyser et de contrôler la qualité des données, l'efficacité énergétique ainsi que le niveau de dépendance du pays vis-à-vis des importations et des exportations énergétiques.

L'amélioration continue de la qualité et de la quantité des données, aussi bien leur structuration progressive en base de données, contribueront à l'atteinte des objectifs importants que sont les analyses prospectives de la demande et de l'offre de l'énergie.

Pour ce faire, le SIE-RDC continue à jouer son rôle d'outil d'aide à la décision au service de la politique énergétique nationale.

La présentation et la diffusion de ce rapport annuel SIE-RDC 2016, fait partie d'une étape importante qui consiste à réunir l'ensemble des acteurs du secteur de l'énergie, tant publics que privés. Ce sixième rapport présente les bilans énergétiques des années 2013 et 2014, établis suivant les standards internationaux de l'Agence Internationale de l'Energie (AIE), et des analyses sectorielles suivant la série chronologique des données énergétiques (de 2000 à 2014).

Actuellement, le SIE-RDC est spécifiquement tourné vers le développement d'indicateurs énergétiques et d'outils d'analyse prospective. Cette dernière activité est un préalable à la planification des investissements.

D'aucun n'ignore que l'Energie est le moteur de développement socio-économique d'un pays. Sur ce, nous ne ménagerons aucun effort pour permettre au SIE-RDC de poursuivre, les actions entreprises afin de pérenniser leurs activités au sein du Ministère de l'Energie et Ressources Hydrauliques, et en faire un cadre de concertation des acteurs du secteur de l'énergie.

Cette initiative, qui suscite un intérêt grandissant de l'ensemble des acteurs du secteur de l'énergie, est à encourager au travers les contributions des uns et des autres à travers les activités des collectes des données, leur traitement, vérification et validation. Cette implication conduira l'équipe SIE-RDC à produire des données fiables afin d'élaborer des bilans énergétiques de qualité.

C'est pourquoi, le Gouvernement, à travers notre Ministère, réitère son soutien à cette initiative et remercie inlassablement la Wallonie-Bruxelles International (WBI), pour leur contribution financière aux activités du SIERDC, même après la phase projet.

En outre, il sied de rappeler par ailleurs que le SIE-RDC joue un rôle essentiel dans l'initiative des Energies Durables pour Tous (SE4All) avec l'appui du PNUD, notamment dans la mise à jour de l'ATLAS des Energies Renouvelables de la RDC.

Je ne pourrai clore ce mot sans remercier tous les opérateurs du secteur énergétique, fournisseurs et utilisateurs de premier plan des données du SIE-RDC : les Ministères du Plan (INS), des Hydrocarbures, de l'Environnement, Conservation de la nature et Développement Durable, de l'Agriculture et Développement Rural, de l'Economie Nationale, de l'Industrie, des Transports et Voies de Communication, des Finances, et sans ignorer, en particulier, les sociétés du secteur de l'Energie (SNEL, ENERKA, VIRUNGA, SOKIMO, EDC, CVM et SEP) pour leur franche collaboration.

---

Rapport Annuel SIE-RDC 2016

## RESUME DU RAPPORT ANNUEL SIE-RDC 2016

---

Le Rapport Annuel SIE-RDC 2016 comprend une brève description du secteur de l'énergie, une analyse de bilan énergétique détaillé pour l'année 2014 (réalisé selon la méthodologie de l'Agence

Internationale de l'Energie), ainsi qu'une analyse des évolutions des consommations d'énergie pour la période allant de 2000-2014. Les annexes présentent les bilans énergétiques des années 2013 et 2014. Cependant, une petite analyse des graphiques est encore faite pour le bilan énergétique 2013.

### 1. Bilan énergétique 2014

Le bilan présente les informations statistiques importantes suivantes : en 2014, l'approvisionnement national est estimé à 33.234 ktep, contre 31.923 ktep en 2013, ce qui représente une augmentation de 3,9%. La consommation finale totale s'élève à 20.538 ktep contre 19.720 ktep en 2013, en hausse de 4% :

- la consommation finale totale s'élève à 0.25 tep/hab. Elle demeure très nettement inférieure à la moyenne africaine (0.50 tep/hab.) et mondiale (1.25 tep/hab.) ;
- près de 91% de la consommation finale totale provient de la biomasse (bois de feu, charbon de bois et déchets, etc.), alors que les autres formes d'énergie contribuent à raison de seulement 5% pour les produits pétroliers, et 4% pour l'électricité.

### 2. Evolution de la consommation finale d'énergie de 2000 à 2014

La consommation finale sur la période de 2000 à 2014 se caractérise par une évolution croissante. En effet, elle passe de 12.261 ktep en 2000 à 20.538 ktep en 2014, soit un accroissement annuel moyen de 3,8%, à comparer avec une croissance démographique moyenne de 3,5% et une croissance économique moyenne de (2,5%) sur la période.

Les consommations de biomasse énergie passent de 11.651 ktep (2000) à 18.786 ktep (2014), soit une croissance annuelle moyenne de 3,5%. Les consommations d'électricité augmentent de 268 ktep à 732 ktep (7,4% par an), alors que celles des produits pétroliers passent de 339 ktep à 1.02098 Ktep (8,2% par an).

En 2014, Le secteur Résidentiel représente 93% des consommations finales totales, celles-ci passent de 11.762 ktep en 2000 à 18.976 ktep en 2014, soit une augmentation moyenne de 3,5% par an.

Le secteur Transport représente 5% des consommations finales totales, soit 324 ktep en 2000 à 994 ktep en 2014, et celles du secteur Industrie (2%) évoluent de 148 ktep en 2000 à 473 ktep en 2014, soit des accroissements annuels moyens respectivement de 8,3% et 8,7%.

Dans le secteur électricité, on observe que le nombre d'abonnés s'accroît rapidement que la

---

<sup>1</sup> Connaissant que la RDC figure parmi le top cinq des pays africains dont la croissance moyenne au cours de ces dernières années est au-dessus de 5%

croissance démographique (5,3% contre 3,5 %), ce qui indique qu'une part croissante de la population congolaise accède à l'électricité.

En considérant la taille de ménage moyenne de 5,41, le taux d'accès moyen reste autour de 4%, alors que le taux d'accès officiel est 15%. La valeur plus élevée du taux d'accès national officiel estimé à 15% pourrait notamment résulter de la police d'abonnement délivrée par la société Nationale d'électricité (SNEL) à la majorité des parcelles. Celle-ci prend en charge au moins deux ménages, ce qui implique que le nombre de ménages réellement desservis, est supérieur au nombre comptabilisé par la SNEL. Ceci se justifie également par la prise en compte de l'accès de population dans les milieux isolés par le groupe électrogène et par le kit solaire (même pour de besoin d'éclairage).

Le projet SIE-Afrique demeure un véritable travail d'équipe avec comme promoteurs :

- OIF/IFDD organe assurant le leadership institutionnel auprès des Ministères en charge de l'énergie ;
- ECONOTEC Bureau d'études assurant le leadership méthodologique, encadrement et supervision des équipes nationales avec la méthode SIE-Coaching spécifiquement conçue à cet effet.

Le SIE utilise la méthode d'appui technique itérative, basée sur l'apprentissage par le « faire faire » (learning by doing). Elle permet le développement durable des compétences techniques des équipes.

La Wallonie Bruxelles International (WBI) avec l'appui de la Délégation Wallonie Bruxelles (DWB) dans sa phase projet a financé deux fois le SIE-RDC à Kinshasa, de 2009 à 2011 et de 2012 à 2014. Actuellement, le SIE-RDC bénéficie du même bailleur l'appui financier dans sa phase post projet, particulièrement, pour la tenue de séminaire de présentation du rapport annuel 2016

La RDC est le 10<sup>ème</sup> pays à développer un système d'information énergétique (SIE) après Bénin, Niger, Sénégal, Togo, Cameroun, Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Guinée Bissau et Mali. Deux nouveaux SIE ont été développés par la suite: le SIE-Congo et le SIE-Centrafricain, dans le cadre du projet SIECEMAC.

2

## INTRODUCTION

L'objectif poursuivi par le projet SIE-Afrique est de renforcer les capacités des Ministères en charge de l'énergie, par le développement et la gestion d'un Système d'Information Énergétique (SIE), véritable outil d'aide à la décision en matière de politique énergétique.

Dès son lancement en 1998, le projet SIE-Afrique a reçu le soutien de la Commission Européenne et de l'Institut de la Francophonie pour le Développement Durable (IFDD), organe subsidiaire de l'Organisation Internationale de la Francophonie (OIF).

Présentement le processus est en cours pour la mise en place du SIE-Rwanda.

Cette expérience montre que les pays de la sous-région commencent à parler le même langage et

---

### Rapport Annuel SIE-RDC 2016

utilisent les mêmes conventions, grâce à cet effet multiplicateur où le SIE-Afrique est actuellement développé dans 13 pays de l'Afrique sub-saharienne.

La mise en place de Systèmes d'Information Énergétique nationaux, développés selon une

méthodologie et des hypothèses communes, est importante pour alimenter les systèmes régionaux, africains ou internationaux, à savoir la CEMAC, l'AFREC, l'AIE ou l'AIEA.

A ce jour, le SIE-RDC poursuit les missions cidessous :

- la mise à jour de l'Atlas sur les énergies renouvelables de la RDC ;
- la coordination et le suivi de la mise en œuvre de l'initiative « Energie Durable Pour Tous » ;
- l'élaboration des bilans énergétiques suivant le format de l'Agence Internationale de l'Energie (AIE) ;
- la mise en place d'une base de données énergétiques et d'une mémoire SIE-RDC transférable concernant l'énergie ;
- l'amélioration de la qualité et la restructuration des données récoltées ;
- les analyses prévisionnelles et/ou prospectives de la demande de l'énergie ;
- l'assistance à la planification des investissements concernant l'énergie ;
- l'élaboration des indicateurs énergétiques et socio-économiques pertinents pour le suivi de la politique énergétique ;
- la mise à disposition des décideurs des éléments opérationnels (données, analyses) permettant la formulation et le suivi d'une politique énergétique cohérente, efficace et efficiente pour le développement durable du pays ;
- la réalisation des enquêtes sur la demande et l'offre d'énergie, sous sa supervision ;
- la Rédaction et la diffusion du rapport annuel des statistiques énergétiques SIERDC (annuaire statistiques énergétiques) ;
- le renforcement des capacités des ressources humaines.

## CHAPITRE I. PRESENTATION DU SECTEUR DE L'ENERGIE

Le Gouvernement, à travers le Ministère de l'Energie et Ressources Hydrauliques continue à soutenir cette initiative et apprécie à sa juste valeur la contribution de la Wallonie-Bruxelles International, du PNUD et d'autres partenaires en faveur du SIE-RDC dans sa mission de gestion des données. Toutefois, pour la pérennité du SIE-RDC, il est idoine qu'une attention particulière lui soit accordée par le gouvernement congolais pour une bonne prise en charge.

### 1. Bref aperçu de la RDC

Les données suivantes donnent les caractéristiques générales de la RDC, à savoir :

- Une superficie de 2.345.410 km<sup>2</sup> (2<sup>ème</sup> pays le plus vaste en Afrique) Une population de 78 millions d'habitants (estimation de l'année 2012).
- Une situation géographique exceptionnelle et stratégique au cœur de l'Afrique.
- Le pays dispose d'une variété climatique, avec principalement une saison pluvieuse de plus de 8 mois, de part et d'autre de l'Equateur, et une saison sèche le reste des mois de l'année.
- Le pays bénéficie d'un réseau hydrographique très dense.
- La RDC est limitée par 9 pays voisins qui sont la République Centrafricaine, le Soudan, l'Angola, la Zambie, la République du Congo, l'Ouganda, le Rwanda, le Burundi, la Tanzanie.
- Le marché de la RDC est extensible à plusieurs pays, avec son appartenance à plusieurs marchés sous régionaux, comme la SADC, le COMESA, la CEEAC et le CEPGL, sans compter son adhésion à toutes les organisations internationales et autres conventions et traités internationaux.

- 120 millions d'hectares de terres arables (10 % seulement actuellement exploités), et 45 % de la forêt équatoriale africaine, 6 % des réserves tropicales mondiales.

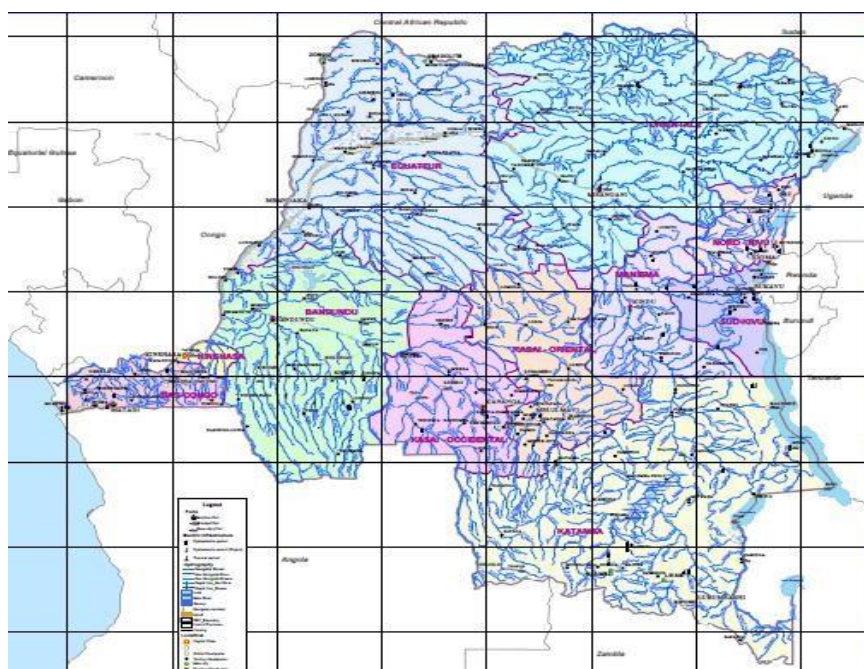


Figure I.1 : Carte hydrographique de la RDC

## 2. Secteur énergétique de la RDC

### 2.1. Ressources énergétiques de la RDC et leur exploitation

La RDC regorge des ressources énergétiques abondantes et variées, à savoir : la biomasse (bois de feu, charbon de bois, déchets et résidus agricoles, etc.), l'hydraulique, le pétrole, les gaz naturels (dont le gaz méthane du Lac Kivu), les sables asphaltiques, le charbon minéral, les schistes bitumineux, les potentiels solaire et éolien, la marémotrice, les eaux thermales, les bioénergies, et l'uranium.

#### Energie hydroélectrique et thermique

En dépit d'énormes potentialités hydroélectriques, évaluées à 100.000 MW (dont 44% sont concentrées au seul site d'Inga), le taux d'accès des populations à l'électricité est estimé à 15%. Le niveau actuel d'aménagement sur ledit site est de 1775 MW avec 351 MW à Inga 1 et 1424 MW à Inga 2.

Avec les 299 centrales hydroélectriques et thermiques inventoriées, que compte le pays, la puissance totale installée est de 2.710 MW, avec un taux d'exploitation de 53,6% en 2014.

En outre, le programme d'actions quinquennal 2012 – 2016 du Gouvernement pour le secteur de l'énergie (Ministère de l'Energie et Ressources Hydrauliques) prévoyait de doubler le taux d'accès des populations à l'eau potable (en passant de 26 % à 56 %) et le taux d'accès à l'électricité (en passant de 9 à 18 %).

La mise en œuvre de cette stratégie sectorielle s'est focalisée sur trois axes, à savoir :

- la réforme du cadre institutionnel et légal concrétisée par de nouvelles lois de libération du secteur de l'électricité et de l'eau devant favoriser le partenariat public-privé pour l'implication du secteur privé ; - l'amélioration et l'accroissement de l'accès à l'électricité en milieu urbain et périurbain, centrés sur la réhabilitation des infrastructures existantes et la construction des nouvelles infrastructures en vue de satisfaire la demande et de sécuriser la fourniture de l'électricité bon marché ;
- l'électrification des milieux ruraux, en vue d'accroître l'accès à l'électricité et à l'eau potable, de fournir les services énergétiques aux populations et de moderniser la vie sociale et économique, contribuant ainsi

à l'accroissement d'emplois, à l'amélioration des revenus des ménages et à l'innovation du processus de création des petites entreprises.

En effet, cette vision nationale, en matière d'électricité, permettra d'améliorer progressivement l'accès des populations à une énergie fiable et non polluante, en exploitant toutes les ressources disponibles, en privilégiant l'hydroélectricité (890 autres sites hydroélectriques déjà identifiés), en favorisant davantage l'électrification de l'arrière-pays, plus particulièrement par la petite hydroélectricité décentralisée.

Présentement, le projet phare de la RDC est le projet Grand Inga de 43.800 MW à réaliser en 6 phases, avec comme première phase Inga 3 de 4.800 MW, 2<sup>ème</sup> phase Inga 4 de 7182 MW, 3<sup>ème</sup> phase Inga 5 de 6970 MW, 4<sup>ème</sup> phase Inga 6 de 6684 MW, 5<sup>ème</sup> phase Inga 7 de 6706 MW et 6<sup>ème</sup> phase Inga 8 de 6658 MW. Les études de faisabilité d'Inga 3 sont terminées, tandis que les études détaillées sont à venir.

Plusieurs réalisations sont en cours, notamment les projets d'électricité de :

- Construction de la ligne de transport (33 kV et 66 kV) Kakobola-Gungu, Kakobola-Idiofa et Kakobola-Kikwit ;
- Construction de la centrale hydroélectrique Zongo II (puissance installée : 150 MW) ;
- Construction de la centrale hydroélectrique Grand Katende (puissance installée : 64 MW).

Le secteur de l'électricité étant libéralisé, il est à noter que plusieurs initiatives privées sont en processus pour réaliser les projets de construction des centrales hydroélectriques.

Le tableau I.1 ci-dessous donne la répartition de la capacité installée actuelle de production d'électricité pour l'opérateur historique (SNEL) et les autres (auto producteurs et producteurs indépendants) :



Institutions	Nbre Centrales hydroélectr.	Nbre Centrales Thermiques	Capacité installée Hydro (MW)		Capacité installée Thermique (MW)		Capacité totale disponible (MW)	
			2013	2014	2013	2014	2013	2014
SNEL +SINELAC	15	67	2 416	2 417	26	29	1 495,47	1 341,56
Auto producteurs	122	83	152	152	77	75	65,84	72,24
Producteurs Indépendants	7	-	37	37			37,10	37,10
<b>Total</b>	<b>144</b>	<b>150</b>	<b>2 605</b>	<b>2 606</b>	<b>103</b>	<b>104</b>	<b>1 598</b>	<b>1450,9</b>

**Tableau I.1 : Unités de production d'électricité de la RDC**

Sources : SNEL, Ministère de l'Energie et Ressources Hydrauliques

La SNEL dispose de 82 centrales (15 hydroélectriques et 67 thermiques) pour une puissance installée est de 2.446 MW, soit 90 % de la puissance totale installée.

Les auto-producteurs (SUCRIERE KWILU NGONGO, PERENCO, MIBA, CFU, KIBALI MINING, Confessions religieuses, PLC, ONG, SNCC,...) et producteurs indépendants (SOKIMO, ENERKA, EDC et VIRUNGA Sarl.) totalisent une capacité installée de 135 MW, soit 6 % de la capacité installée du pays.

### Importations

La RDC importe l'énergie électrique des pays voisins pour alimenter ses centres frontaliers isolés, éloignés des réseaux existants et pour lesquels la mise en œuvre des infrastructures locales de production s'avère onéreuse. C'est le cas de MOKAMBO, SAKANIA et KASENGA, dans l'exprovinde du KATANGA, dont l'énergie provient de la ZAMBIE, et la localité de KASINDI au Nord Kivu, à partir de l'OUGANDA.

### Exportations

La RDC exporte de l'énergie électrique vers le Rwanda et le Burundi par le réseau Est, vers Zimbabwe et Botswana par le réseau Sud.

En dehors de ces lignes d'interconnexion, la RDC alimente également certains centres isolés des pays voisins. C'est le cas de : NOCQUI (ANGOLA), alimenté en MT à partir du réseau de Matadi ; la RCA, alimentée à partir de la centrale de MOBAYI.

### Développement du site d'Inga (Grands axes d'interconnexion)

La République Démocratique du Congo souhaite développer une ambitieuse politique de promotion des exportations de l'énergie électrique du site d'Inga, par la mise en œuvre des projets d'interconnexions, à savoir :

- Ligne RDC – RCA – SOUDAN – EGYPTE
- Voie alternative ligne RDC – SOUDAN – EGYPTE
- Ligne RDC –Angola – Namibie – RSA (corridor Ouest)
- Ligne RDC – Nigeria

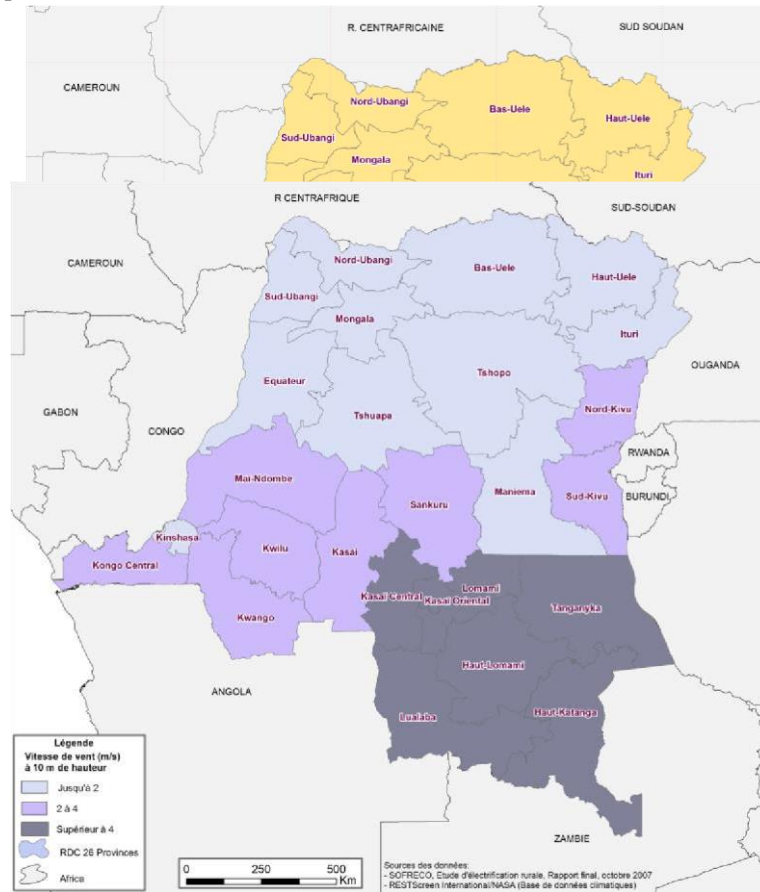
Ce grand projet pourra constituer une source financière importante pour l'aboutissement des projets d'électrification rurale en RDC.

Energie solaire

La RDC, se trouve dans une bande d'ensoleillement favorable (3,5 à 6,75 kWh/m<sup>2</sup>/jour), ce qui permet naturellement d'exploiter cette forme d'énergie, actuellement très sous-utilisée. L'ATLAS sur les ENR indique clairement le potentiel selon la localisation géographique.

La RDC dispose d'un potentiel géothermique non encore évalué. Toutefois, plusieurs sites géothermiques ont été identifiés dans la partie Est du pays, surtout dans la branche occidentale du rift Est africain, à savoir :

- au Nord Katanga :
  - les sources de Ganza, caractérisées par une température de 40°C et un débit de



**Figure I.3 : Carte sur l'estimation du potentiel Eolien de la RDC**

Source : ATLAS des Energies Renouvelables 2016

Energie Eolienne

Le potentiel éolien est faible et actuellement sous-exploité. Plusieurs études réalisées, ou en cours, ont pour but de déterminer le gisement éolien des sites visés. L'ATLAS des Energies Renouvelables de la RDC présente le potentiel éolien suivant les zones favorables du pays.

Energie géothermique

- 150 l/s ; des sources sulfatées et carbonatées à Kakonta et Rutshuru à 55°C avec dégagement gazeux ;
- la source inodore de Kafingwe, très peu salée ayant une température de 100°C ;

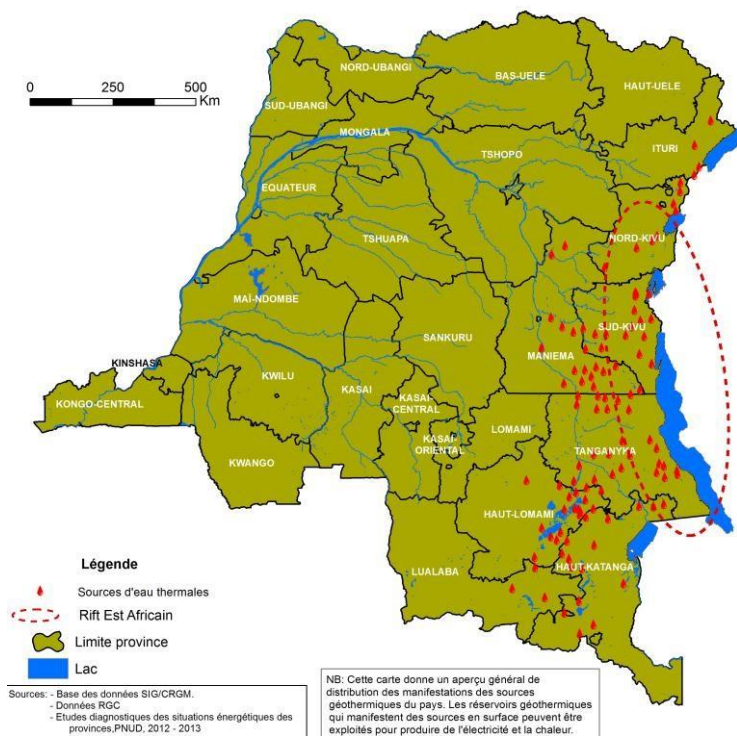
- les sources de Kinshia et de Bilume sont quant à elles chlorurées, sulfatées et sodiques à dépôt calcaireux ;
- les sources thermales chlorurées de Manono de 40 à 46°C ayant un débit de 40 l/s comme à Kiabukwa ;
- au Nord-Kivu :
  - les sources de la Rwindi, avec des températures allant de 75° à 90°C, pour un débit de 75 l/s.
- au Sud-Kivu :

### Amont pétrolier

Sur les trois bassins sédimentaires dont dispose le pays (le Bassin côtier, la Cuvette centrale et les Grabens Albertine et du Tanganyika), seul le Bassin côtier est productif à ce jour, avec une production marginale d'environ 25.000 barils par jour, dans les concessions en exploitation de

PERENCO REP/LIREX (426 km<sup>2</sup> à terre) et de MIOCTEIKOKU-ODS (1012 km<sup>2</sup> en mer).

Il existe aussi dans ce bassin un accord d'exploitation pétrolière commune dans le couloir maritime de l'offshore profond, entre la RDC et l'Angola.



**Figure I.4 : Carte sur l'Estimation du potentiel Géothermique de la RDC**

Source : ATLAS des Energies Renouvelables 2016

### Hydrocarbures

Par ailleurs 4080 km<sup>2</sup> du Bassin Côtier, subdivisés en 6 blocs d'exploration, ont été attribués aux

Associations SURESTREAM/COHYDRO, ENERGULF/COHYDRO et SOCO/COHYDRO. Les réserves estimées, dans cette partie on shore du Bassin côtier, sont de l'ordre de 5,692 milliards de barils (DEP COHYDRO 2006).

Les deux autres bassins étant encore au stade d'exploration. Les indices d'huile de surface sont observables par endroit. Toutefois, il faut signaler les importantes réserves dans le Graben Albertine qui est subdivisé en 5 blocs, dont les Blocs 1 et 2 sont attribués à CAPRIKAT et FOXWHELP ou OIL OF DRC, le Bloc 3 à SACOIL + TOTAL, le Bloc 5 à SOCO + DOMINION, tandis que le Bloc 4 est non encore attribué.

Le Graben du Tanganyika et la Cuvette centrale sont également libres pour les investisseurs (DEP COHYDRO 2006, Présentation de l'ADG de la COHYDRO à la FIKIN 2006) ; les conditions d'investissement semblent toutefois devoir être améliorées.

Les grabens Moero et Upemba sont aussi en phase d'exploration.

### **Gaz (Pétrole et Méthane)**

Les réserves de gaz dans le Bassin Côtier sont évaluées à 10 milliards de m<sup>3</sup> en mer et à 20 milliards de m<sup>3</sup> à terre, alors que dans la cuvette centrale aucune évaluation n'a été effectuée à ce jour.

Le Lac Kivu (Graben du Tanganyika) regorge d'énormes quantités de gaz méthane estimées à 278.000 milliards de Nm<sup>3</sup>, à près de 300 m de profondeur avec plus de 50 milliards de Nm<sup>3</sup> exploitables. La capacité de régénération des réserves est de 250.000 Nm<sup>3</sup> de gaz par an.

### **Aval pétrolier**

Le système d'approvisionnement, de stockage, de transport et de commercialisation des produits pétroliers en RDC est constitué :

- d'installation de déchargement des tankers à Muanda et à Matadi ;

- de la raffinerie SOCIR à Muanda, de capacité normale de traitement de 750.000 TM/an, un parc de stockage de brut et de produits raffinés de capacité totale de 160.000 m<sup>3</sup>. Il y a lieu de signaler que cette raffinerie est à l'arrêt, suite à la vétusté des équipements et absences d'autres unités de raffinage ;
- d'une flottille composée de 3 pousseurs et de 6 barges de 1800 m<sup>3</sup> servant à l'allègement de gros tankers et au transport de produits finis de Muanda à Matadi ; - de dépôts de réception et de transit d'Ango-Ango (Matadi) (76.000 m<sup>3</sup>) et de Kinshasa (75.000 m<sup>3</sup>) ;
- de deux pipe-lines de 6 pouces MatadiKinshasa, d'une capacité normale de transit de 1,4 millions m<sup>3</sup>/an ;
- d'une trentaine de dépôts provinciaux de capacité totale de 90.000 m<sup>3</sup> dont les plus importants sont Ilebo (23.000 m<sup>3</sup>), Aketi (13.000 m<sup>3</sup>) et Kisangani (11.500 m<sup>3</sup>) ;
- de moyens de transport fluvial, ferroviaire et routier, pour l'acheminement de produits pétroliers vers les centres de consommation de l'intérieur du pays.

L'approvisionnement du pays en produits pétroliers s'effectue par trois voies : Ouest (85-90 %), Est et Sud (1-8 % chacune). La voie Ouest, la plus importante, est assurée par les fournisseurs agréés par l'Etat (COHYDRO, X-OIL, TOTAL, SONANGOL, ENGEN, TRAFIGURA ...) dont les factures sont payables en devises par la société de distribution. La voie Sud assure l'importation des produits pétroliers transitant par la Zambie. L'approvisionnement en produits raffinés par la voie de l'EST passe par les ports de l'Océan Indien, Mombasa (Kenya) et Dar-Es-Salam(Tanzanie).

Le coût d'importation par voies Sud et Est sont plus élevés que par la voie Ouest. De ce fait, les importations par voies Sud et Est devraient avoir uniquement un rôle d'appoint. (Les ressources énergétiques de la RDC, CNE, 2008). Voir Annexe III, tableau sur les Dépôts des produits pétroliers et capacités de stockage.

La commercialisation des produits pétroliers est assurée par :

- la COHYDRO ; sein de Groupement des Entreprises
- les sociétés commerciales du Groupement Nationales Pétrolières Privées (GENAPEP) et du Comité des Pétroliers Nationaux Professionnel de Distribution de Produits Pétroliers (GPDPP) qui comprend ENGEN CONGO, COBIL OIL, SHELL - les divers Sud et Est, sont les indépendants RDC, ELF/SCP et CONGO-OIL ; opérant au Sud et à l'Est du pays.

- SONANGOL ;
- les indépendants nationaux regroupés au

(CPN) ;

## 2.2. Cadre institutionnel et légal du secteur énergétique de la RDC

L'ensemble du secteur de l'énergie est géré par le Ministère de l'Energie et Ressources Hydrauliques, à l'exception des Hydrocarbures géré par le Ministère des Hydrocarbures (conformément à l'ordonnance n° 15/015 du 21 mars 2015 fixant les attributions des Ministères,).

La réforme du cadre légal et institutionnel du secteur, les actions à mener en milieu urbain et périurbain, ainsi qu'en milieu rural, sont des stratégies et solutions préconisées pour améliorer la desserte en énergie électrique.

Pour la réforme du cadre légal et institutionnel du secteur, il est question de :

- poursuivre l'élaboration des textes légaux sur les mesures d'application pour opérationnaliser la loi n°14/011 relative au secteur de l'Electricité promulguée depuis le 17 juin 2014 ;
- élaborer les textes légaux sur les mesures d'application de la loi n°15/026 du 31 décembre 2015 relative à l'eau;
- mettre en place l'Autorités de régulation du secteur de l'électricité dans un délai d'une année suivant le décret n°16/013 du 21 avril 2016 ;

- mettre en place l'Agence Nationale d'Electrification des Services Energétiques en milieu Rural et Périurbain dans un délai d'une année suivant le décret n°16/014 du 21 avril 2016 ;
- poursuivre la réforme de la SNEL et de la REGIDESO ;

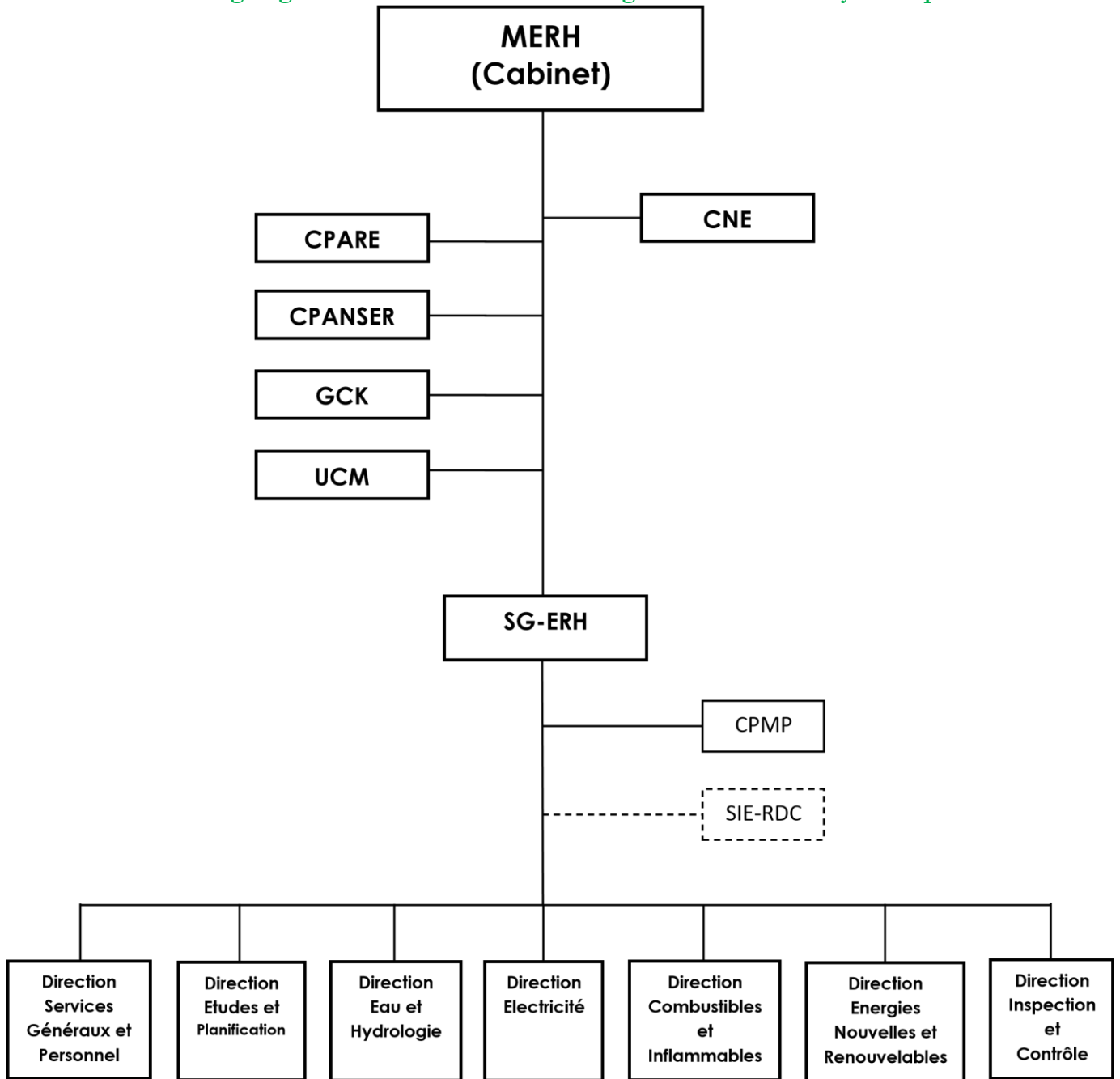
Pour le milieu urbain et périurbain, il est question de :

- améliorer et accroître l'accès à l'électricité et à l'eau potable respectivement par la SNEL et la REGIDESO réformées ainsi que par d'autres opérateurs privés, dans le cadre d'un partenariat public-privé ;
- réhabiliter les infrastructures existantes et développer de nouvelles.

Pour le milieu rural, il est nécessaire de :

- fournir les services énergétiques par l'électrification rurale et l'amélioration de la vie sociale, avec la modernisation des activités socio-économiques ;
- promouvoir l'électrification d'au moins 1000 villages par an en utilisant principalement les énergies renouvelables (action ANSER).

### 2.3. Organigramme du Ministère de l'Énergie et Ressources Hydrauliques



#### Légendes

- : Service formalisé  
- - - - - : Service à formaliser

## CHAPITRE II : ANALYSE DU BILAN ENERGETIQUE DE L'ANNEE 2014

### 1. Approvisionnement national

En 2014, l'approvisionnement national total s'est élevé à 33.234 ktep.

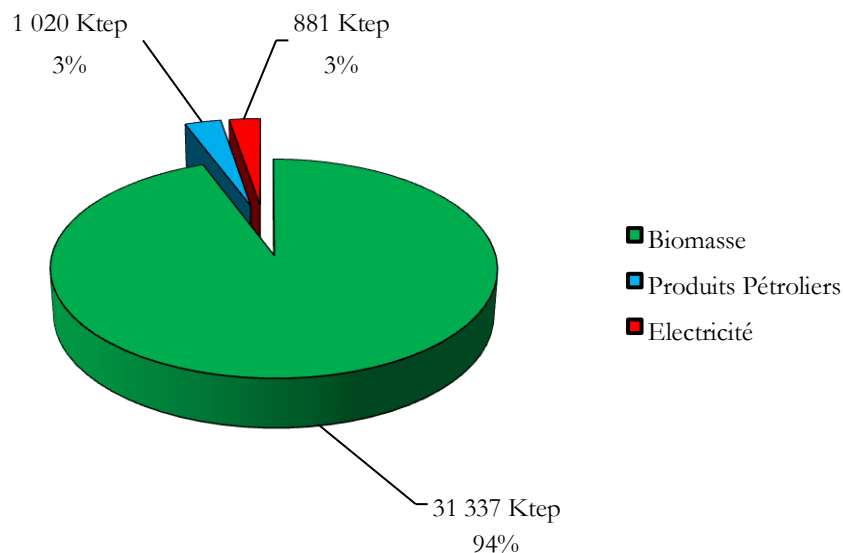
La biomasse en représente la part prédominante (31.337 ktep, soit 94%), loin devant les produits pétroliers (1.020 ktep, soit 3%) et l'électricité (881 ktep, soit 3%).

Présentement, le pétrole brut n'est pas comptabilisé dans l'approvisionnement national car la totalité du

pétrole brut extrait (1.332 ktep) est exporté par manque d'infrastructure de raffinerie.

Note :

- Les bilans énergétiques de la RDC pour les années 2013 et 2014 sont présentés en annexe, selon le format (agrégé et désagrégé) de l'Agence Internationale de l'Energie (AIE).
- Selon les dispositions de l'APPA, le pétrole brut d'un pays entièrement exporté n'entre pas en ligne de compte dans l'approvisionnement national.



**Figure II.1 : Approvisionnement national de la RDC en 2014**

Sources : MERH, MECNDD, MH, BCC, SNEL, FAO, SEP-Congo, EDC, SOKIMO, ENERKA.

### 2. Transformation

Au cours de cette année, deux formes d'énergie ont été transformées :

15.213 ktep de bois ont été transformées en 2.662 ktep de charbon de bois<sup>2</sup> ;

38 ktep des produits pétroliers (gasoil) ont généré 31 ktep d'électricité thermique<sup>3</sup>.

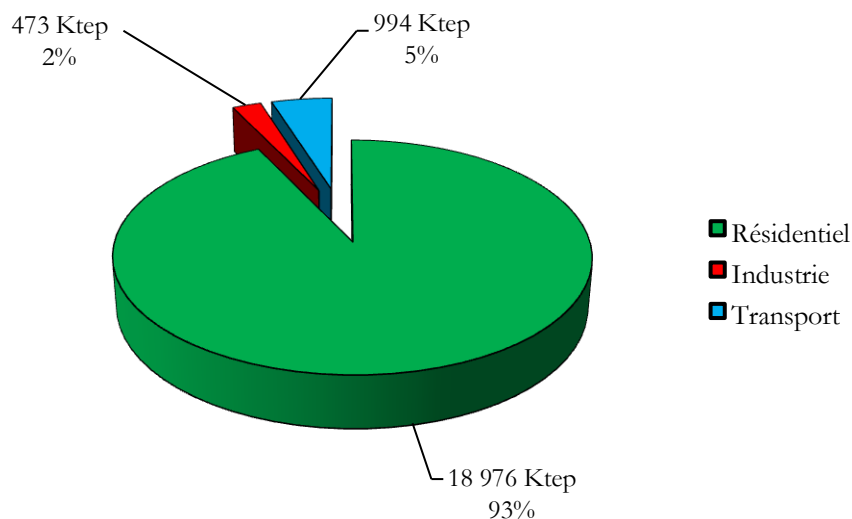
### 3. Consommation finale totale

<sup>2</sup> Le rendement pondéral des fours à charbon est de 10 % selon les analyses de la modélisation. .

<sup>3</sup> La production d'électricité comptabilisée à partir de gasoil est de la SNEL et autoproducteurs principalement du secteur Industrie (mines).

### 3.1. Consommation finale totale par secteur de consommation

Le secteur Résidentiel consomme la majeure part Transport représentent, respectivement, 2% et 5% (93%), alors que les secteurs de l'Industrie et des consommations finales totales (figure II.2).



**Figure II.2 : Consommation finale totale par secteur.**

Sources : MERH, MECNDD, MH, MTransvcom, MM, SEP-Congo, SNEL, BCC, EDC, SOKIMO, ENERKA.

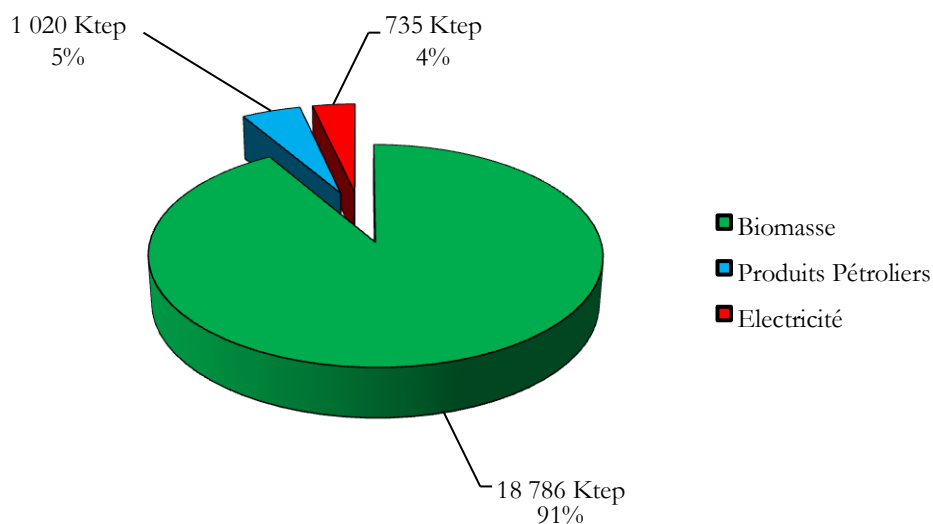
### 3.2. Consommation finale totale par type d'énergie

En 2014, la consommation finale totale de la RDC se chiffre à 20.538 ktep. Selon l'Institut National de la Statistique (INS), la population étant estimée à 83.521.314 habitants, la consommation per capita est de 0,25 tep/hab., soit une valeur qui reste significativement inférieure à la moyenne africaine (0,50 tep/hab) et mondiale (1,25 tep/hab).

Cet écart important s'explique, notamment, par l'importance de la consommation des énergies

traditionnelles, résultant à la fois du faible revenu de la population et de son accès limité aux énergies commerciales. Par ailleurs, les secteurs Industrie et Transport connaissent une légère évolution, suite aux efforts réalisés par le Gouvernement.

La figure II.3 montre que l'essentiel de l'énergie consommée en RDC provient principalement de la biomasse (91 % en 2014). Les produits pétroliers et l'électricité ne représentent, respectivement, que 5% et 4% des consommations finales totales.



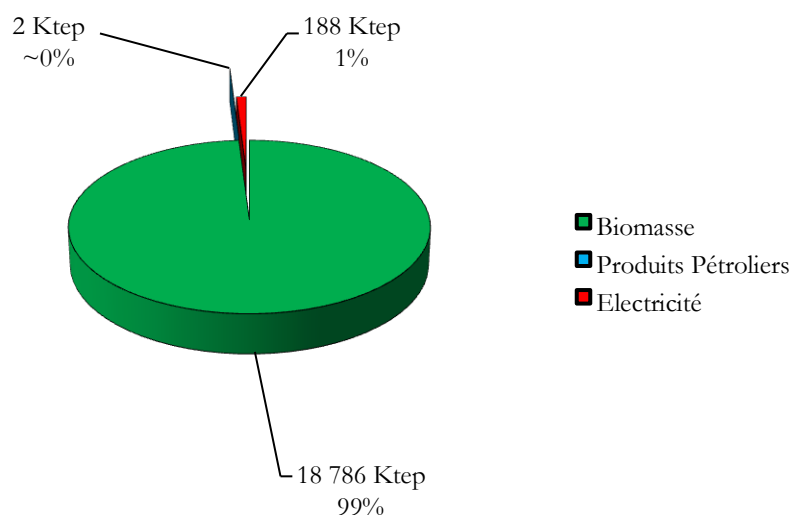
**Figure II.3 : Consommation finale totale par type d'énergie.**

Sources : MERH, MECNDD, MH, MTransvcom, MM, FAO, SEP-Congo, SNEL, BCC, EDC, SOKIMO, ENERKA et INS

### 3.3. Consommation finale totale secteur Résidentiel

Comme l'indique la figure II.4, la quasi-totalité de la consommation du secteur Résidentiel est constituée de biomasse (bois de feu, charbon de bois), pour un total de 18.786 ktep (soit 99 %). La biomasse est le type d'énergie essentiellement consommée pour la cuisson des aliments.

Avec une consommation de l'électricité 188 Ktep (soit 1%) et les produits pétroliers uniquement 2 ktep de pétrole lampant (soit ~0%), ces deux types d'énergie représentent des contributions comparativement très limitées.

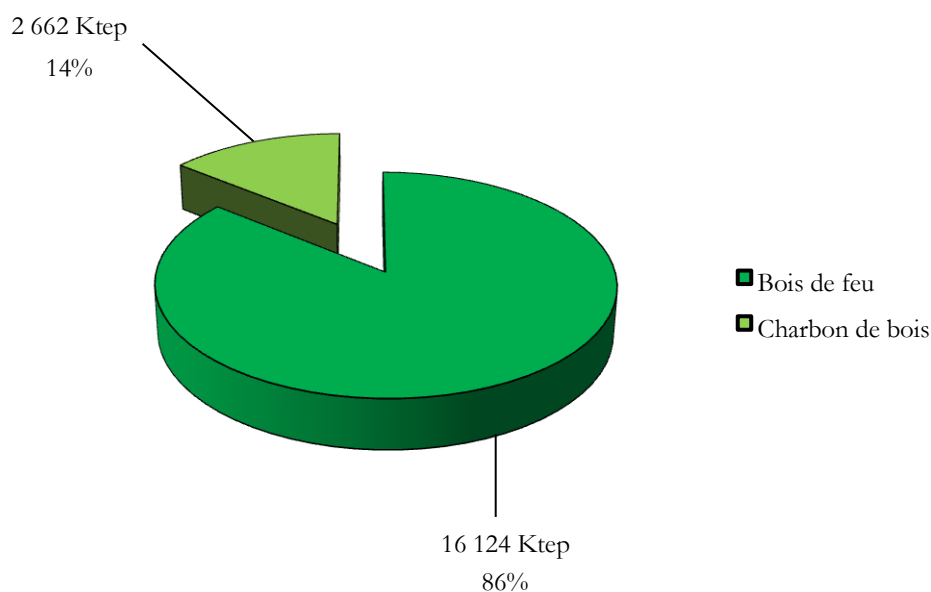


**Figure II.4 : Consommation finale totale secteur Résidentiel**

Sources : MERH, MECNDD, MH, MTransvcom, MM, SEP-Congo, SNEL, BCC, EDC, SOKIMO, ENERKA.

Les estimations pour l'approvisionnement et la consommation de bois de chauffe et de charbon de bois ont fait l'objet d'échanges approfondis avec des experts externes à l'équipe SIE-RDC. Les hypothèses retenues s'appuient sur des études réalisées par des services nationaux compétents (BCC, CNE, CATEB, Chercheurs, Universités, etc.) et diverses organisations internationales (FAO, AIE et EGL). La figure II.5 présente les contributions respectives du bois de chauffe et du charbon de bois dans les milieux rural et urbain.

Les ménages ruraux (61,8 % de la population) satisfont leurs besoins en énergie essentiellement avec du bois de feu, alors que ceux du milieu urbain (38,2 % de la population) sont des consommateurs comparativement plus importants de charbon de bois. Les consommations de bois de feu représentent 86% des consommations de biomasse de ce secteur et le charbon de bois, 14%.



**Figure II.5 : Consommation finale totale de bois de feu et de charbon de bois** Sources : MERH, MECNDD, FAO, BCC, EGL, CATEB.

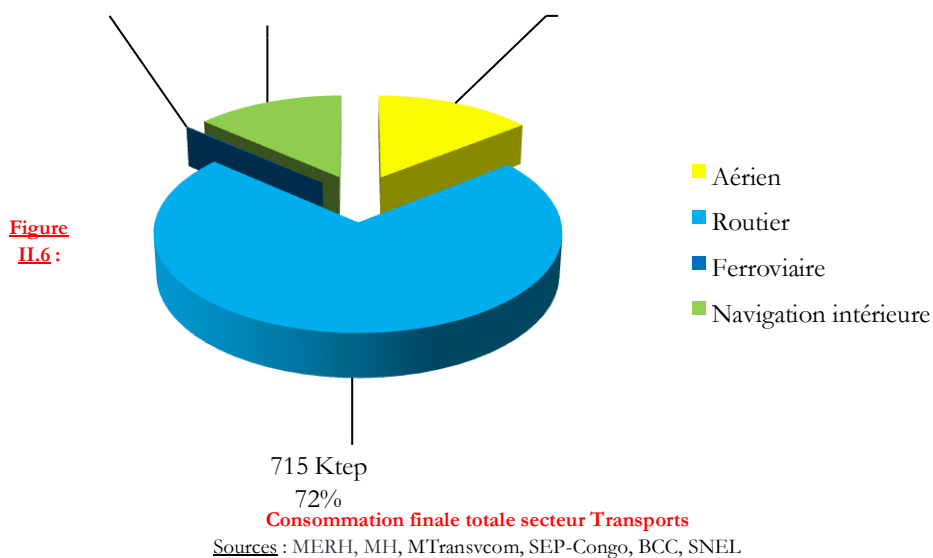
En ce qui concerne ce secteur (figure II.6), les consommations du transport routier (72 %) dominent largement celles du transport aérien (14 %) et de la navigation intérieure (14 %).

pétroliers, alors que les consommations d'électricité ne représentent que 1,3 ktep (uniquement dans le réseau ferroviaire : ligne Kamina-Lubumbashi, dans la province du Katanga).

Les consommations dans ce secteur sont presque exclusivement des consommations de produits

1,3 Ktep	134 Ktep	143 Ktep
~0%	14%	14%

### 3.4. Consommation finale totale secteur Transport



### 3.5. Consommation finale totale secteur Industrie de

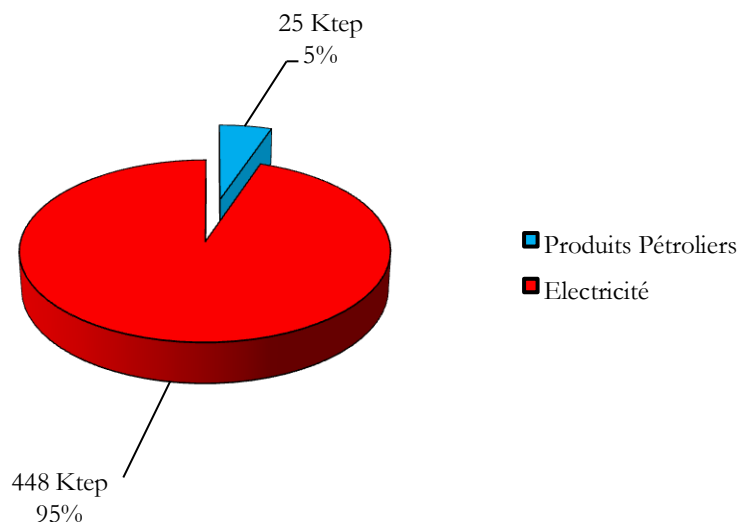
Dans le secteur industrie, l'énergie électrique occupe une place prépondérante, avec 95% des consommations finales du secteur, alors que les produits pétroliers ne sont consommés qu'à raison

Cette situation est imputable, d'une part au poids du secteur minier, grand consommateur d'électricité et, d'autre part, à la croissance des consommations d'électricité MT des petites et moyennes industries.

5%.

Par ailleurs, il convient de signaler que les données de l'électricité autoproduite communiquées par quelques auto-producteurs ont été également prises

en compte dans le bilan énergétique de l'année 2014.



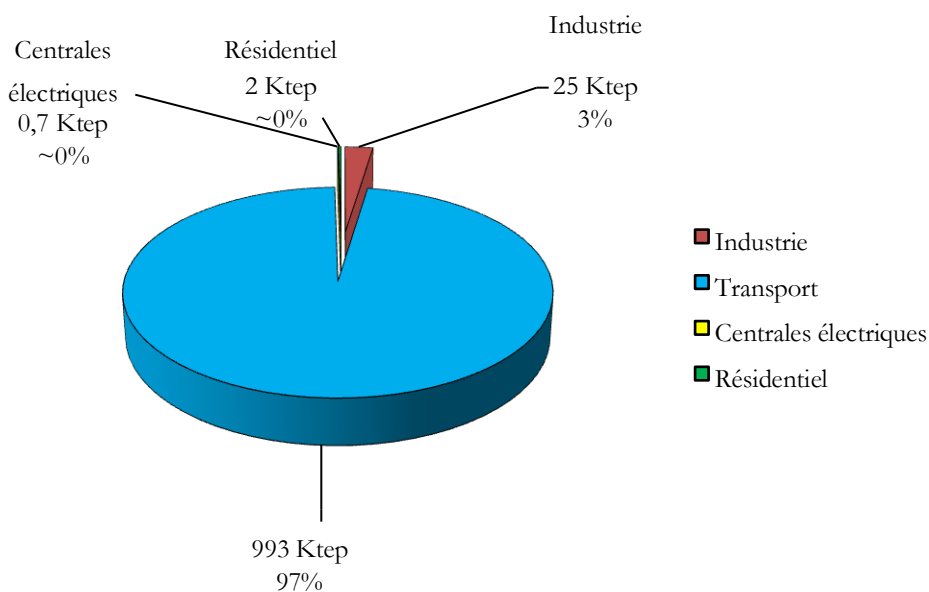
**Figure II.7 : Consommation finale secteur Industrie**

Sources: MERH, MH, MTransvcom, MI, MM SEP-Congo, SNEL, BCC, Cie SUCRIERE KWILU NGONGO

### 3.6. Consommation des produits pétroliers par secteur (Transport, Industrie, Résidentiel) et centrales électriques.

La ventilation des consommations des produits pétroliers par secteur (figure II.8) indique que le secteur Transport en représente, de loin, la part la plus importante (97 %). Il est suivi du secteur

Industrie (3 %) et du secteur Résidentiel (1 %), alors que les produits pétroliers, entrés en transformation pour les centrales électriques, représentent aussi moins de 1 % du total.

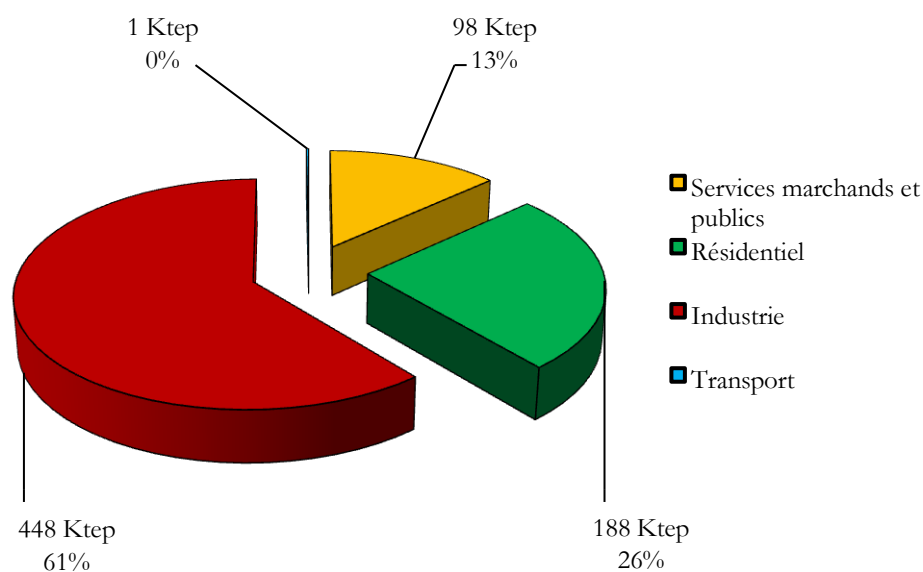


**Figure II.8 : Consommation de produits pétroliers par secteur (Transport, Industrie, Résidentiel) et centrales électriques**

Sources: MERH, MH, MTransvcom, MI, MM, SEP-Congo, SNEL, BCC, Cie SUCRIERE KWILU NGONGO

### 3.7. Consommation d'électricité par secteur (Industrie, Résidentiel, Services et Transport)

Comme l'indique la figure II.9, le secteur industriel marchands et publics. Comme déjà mentionné se révèle le plus grand consommateur d'électricité, précédemment, la ligne ferroviaire Kaminaavec 61% des consommations, contre 26 % pour le Lubumbashi représente une contribution quasi secteur résidentiel et 13 % pour le secteur services négligeable (de l'ordre de 1ktep).



**Figure II.9 : Consommation d'électricité par secteur (Industrie, Résidentiel, Services et Transport)** Sources : MERH, MH, MTransvcom, MI, MM, SNEL, EDC, SOKIMO, ENERKA, Cie SUCRIERE KWILU NGONGO.

## CHAP. III : ANALYSE DES EVOLUTIONS SUR LA PERIODE DE 2000A 2014

### 1. Evolution des consommations finales totales

Les consommations finales totales d'énergie passent de 12.261 ktep en 2000 à 20.538 ktep en 2014, ce

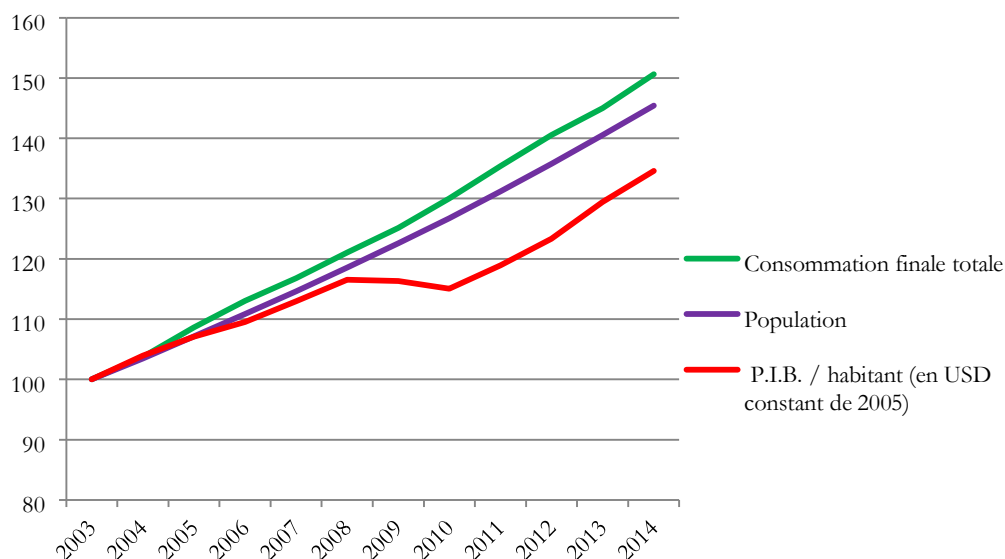
qui correspond à un accroissement annuel moyen de 3,8 %.

### 2. Evolution des consommations, de population et de la croissance économique

Comme l'indique la figure III.1, les consommations finales totales suivent pratiquement la croissance démographique

Une telle situation résulte en bonne partie du poids des consommations du secteur résidentiel (93 % des consommations finales totales), dominées par la biomasse (99 % des consommations de ce secteur), consommations qui suivent, par hypothèse, la croissance démographique.

La croissance économique (croissance moyenne de 2,5%/an sur la période 2003 à 2014) reste inférieure à la fois à la croissance démographique estimée (3,5 %) et à la croissance des consommations d'énergie. Cette stagnation à partir de l'année 2008 semble perdurer jusqu'à 2010, période en mettre en relation avec la crise économique mondiale et l'insécurité à travers le pays. La croissance reprend à partir de 2010, grâce aux efforts de redressement économique amorcés par le gouvernement.



**Figure III.1 : Evolution comparée de la consommation finale totale, croissance démographique et croissance économique (Indice 100 en l'an 2003)**

Sources : MERH, MECNT MH, MTransvcom, MI, MM, SEP-Congo, SNEL, BCC, EDC, SOKIMO, HYDROFORCE & HEDC, ENERKA et INS.



### 3. Evolution par secteur de consommation

Comme l'indique la figure III.2, le secteur Industrie est celui qui présente la croissance la plus élevée (multiplication des consommations par un facteur est proche de 3,5 sur la période). Malgré cette forte

croissance, ce secteur ne représente toutefois que 2% des consommations finales totales en 2014.

Parmi les différents facteurs pouvant exprimer cette forte croissance (surtout après 2005), on peut relever :

- l'amélioration de la situation politique;

4  
P  
é  
r  
i  
o  
d  
e  
m  
a  
r  
q  
u  
a  
n  
t  
l  
a  
f  
i  
n  
d  
e  
l  
a  
t  
r  
a  
n  
s  
i  
t  
i  
o  
n  
d  
u  
g  
o  
u  
v  
e  
r  
n  
e  
m

e  
n  
t  
(  
1  
+  
4  
)  
i  
s  
s  
u  
d  
e  
s  
**A**  
**c**  
**c**  
**o**  
**r**  
**d**  
**s**  
**G**  
**l**  
**o**  
**b**  
**a**  
**l**  
**e**  
**t**  
**I**  
**n**  
**c**  
**l**  
**u**  
**s**  
**i**  
**f**  
**e**  
**t**  
**d**  
**e**  
**l**  
**a**  
**p**  
**r**

- la disponibilité de l'énergie électrique (mais parfois au détriment du secteur des ménages) ;
- l'amélioration du cadre juridique (code minier) de nature à favoriser les investissements ;
- l'amélioration du taux de croissance en volume des différents secteurs d'activités et leurs composantes (secteurs de fabrication, de construction et de services marchands), dont l'analyse sectorielle révèle que les branches des services marchands et des Industries de fabrication.

Dans le secteur Transport, malgré la première année difficile, les consommations d'énergie (initialement très faibles), augmentent d'un facteur supérieur à 3 sur la période. Ce secteur ne représente toutefois que

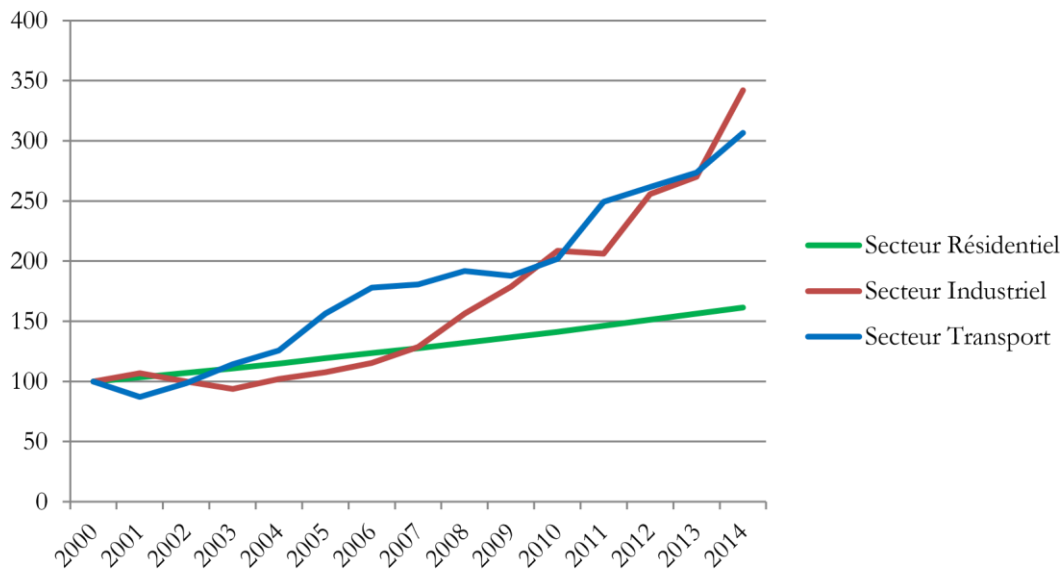
5 % des consommations finales totales en 2014 après celui du résidentiel.

Après la période de crise en 2001, cette très forte croissance est à mettre en relation avec la forte augmentation du parc des véhicules, comme le confirme la forte augmentation des nouvelles immatriculations qui passent notamment entre 34.266 en 2008 et 49.257 en 2011. Elle est également attribuable à des améliorations du réseau routier (comme celles des routes nationales 1 et 2 (Kinshasa-Matadi et Kinshasa-Kikwit, Lubumbashi-Kasumbalesa) et de certaines routes provinciales). A ces deux facteurs importants, se rajoute celui d'une plus grande disponibilité des produits pétroliers sur le marché et la baisse du prix de ce produit sur le marché international.

---

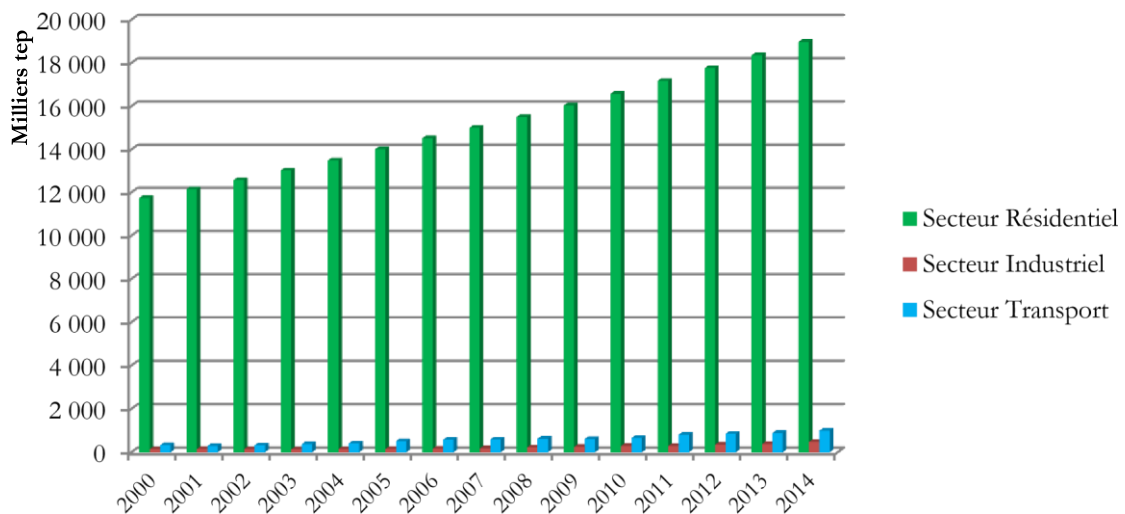
é  
p  
a  
r  
a  
t  
i  
o  
n  
d  
e  
s  
é  
l  
e  
c  
t

i  
o  
n  
s  
l  
i  
b  
r  
e  
s  
e  
n  
2  
0  
0  
6  
.



**Figure III.2 : Evolution des consommations de secteurs**

Sources : MERH, MECNT MH, MTransvcom, MI, MM, SEP-Congo, SNEL, BCC, EDC, SOKIMO, HYDROFORCE & HEDC et ENERKA.



**Figure III.3 : Evolution des consommations de secteurs**

Sources : MERH, MECNT MH, MTransvcom, MI, MM, SEP-Congo, SNEL, BCC, EDC, SOKIMO, HYDROFORCE & HEDC et ENERKA.

### 3.1. Secteur Résidentiel

Comme l'indique la figure III.4, les consommations de biomasse (bois de feu et charbon de bois) présentent une croissance régulière (même croissance que la croissance démographique, par hypothèse<sup>5</sup>), mais qui reste

<sup>5</sup> Les évolutions des consommations de bois de feu et de charbon de bois sont confondues par hypothèse. <sup>6</sup> La SNEL

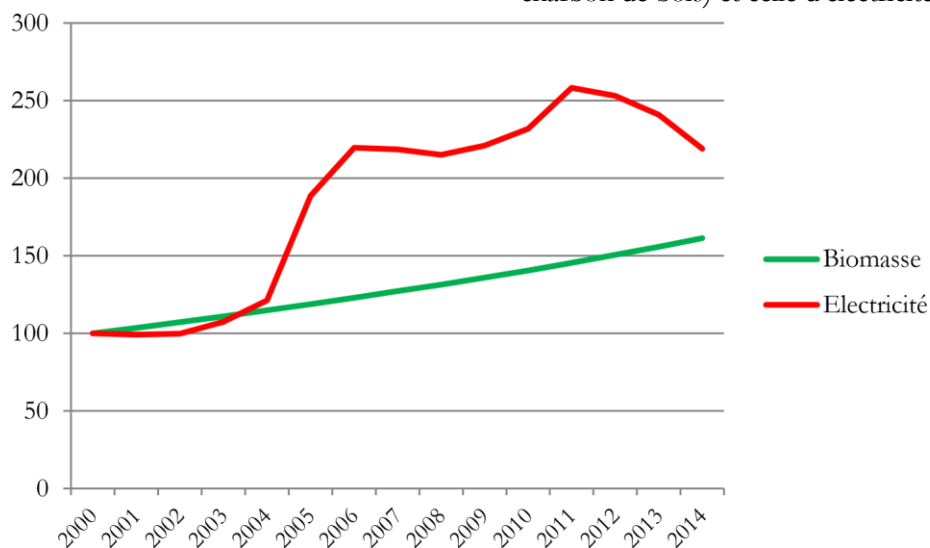
classifie deux types d'abonnés c'est-à-dire abonnés gérés (abonnés contractuels mais non

faible en comparaison de celle des consommations d'électricité.

Après une croissance modeste en début de période, les consommations d'électricité connaissent une très forte croissance, entre 2004 et 2006, qui résulte de l'accroissement de l'offre grâce à la réhabilitation et extension des réseaux de distribution et à l'intensification de l'électrification rurale. Cette évolution s'explique également par l'intégration des anciens abonnés de la GECAMINES dans la comptabilité SNEL, la mise en place d'un programme national d'identification des abonnés fictifs convertis en abonnés effectifs SNEL et la prise en charge de nouveaux abonnés<sup>6</sup>.

L'évolution à partir de 2006 et 2012 montre que la demande dans ce secteur est tributaire d'une limitation de l'offre (priorité accordée à l'alimentation des grands consommateurs industriels ainsi que les petite et moyenne entreprises). Outre, le recul constaté entre 2012 et 2014, il se justifie par la même priorité accordée notamment au secteur minier au détriment de celui du résidentiel.

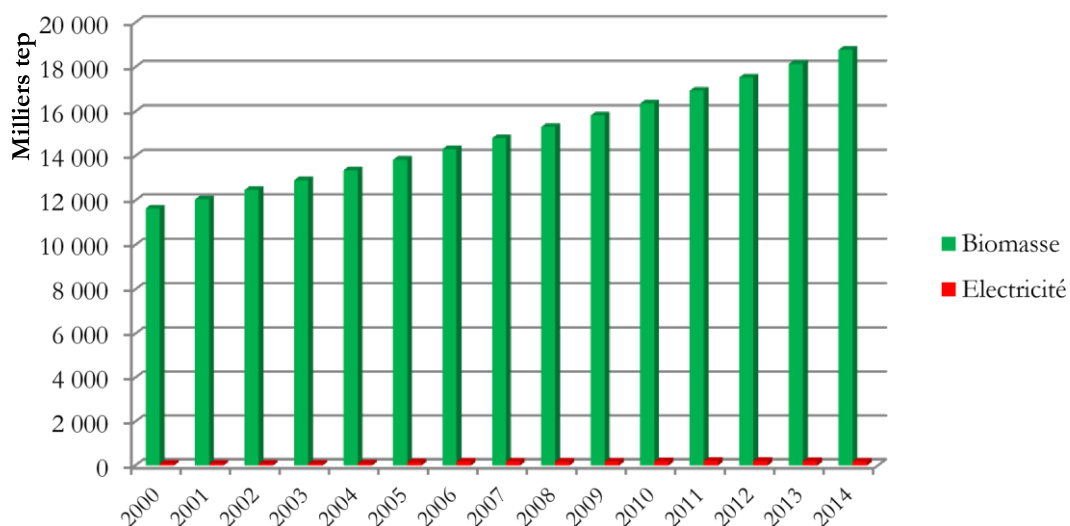
La figure III.5. illustre la différence de poids entre les consommations de la biomasse (de bois de feu et charbon de bois) et celle d'électricité.



**Figure III.4 : Evolution de la consommation des produits énergétiques dans le secteur Résidentiel (Indice 100 en l'an 2000).**

Sources : MERH, MECNT, MH, MTransvcom MI, MM, SEP-Congo, SNEL, BCC, EDC, SOKIMO, HYDROFORCE & HEDC et ENERKA.

comptabilisés au cours de la période suite à la non disponibilité de l'offre d'énergie) et abonnés facturés (ceux qui ont été effectivement desservis en énergie électrique et facturés).



**Figure III.5 : Evolution de la consommation des produits énergétiques dans le secteur Résidentiel**  
 Sources : MERH, MECNT, MI, MM, SNEL, BCC, EDC, SOKIMO, HYDROFORCE & HEDC et ENERKA.

### 3.2. Secteur Transport

Les statistiques désagrégées dans le secteur Transport n'étant pas encore actuellement disponibles, après échanges avec les experts et les acteurs des organisations et institutions du domaine,

7 des hypothèses ont été posées pour répartir les consommations des sous-secteurs (routier, aérien, navigations intérieures et ferroviaires) :

- la consommation du secteur aérien est supposée égale à la consommation totale du kérosène ;
- un quart de la consommation de diesel/gasoil serait affecté au transport fluvial et autres usages.

Comme l'indique la figure III.6, les consommations de transport routier connaissent une baisse entre

2000 et 2003, suite à :

- la consommation du secteur transport routier serait égale à la consommation totale de l'essence auto augmentée des trois quarts des consommations de diesel/gasoil ;

<sup>7</sup> Ces hypothèses n'ont encore été modifiées par les experts du secteur jusqu'à ce jour.

- l'importation de produits de mauvaise qualité ;
- la pénurie du carburant due à la crise politico-économique qui a entraîné la RDC à solliciter auprès de la banque SudAfricaine une subvention en échange avec le pétrole brut.

A partir de l'année 2003, on observe une croissance forte et régulière qui pourrait s'expliquer par la conjonction de plusieurs facteurs :

- la croissance du parc automobile ;
- la réhabilitation des grandes artères et amélioration des voies de desserte agricole ;
- une baisse d'activité dans le transport ferroviaire due à la vétusté des machines (Kinshasa-Matadi, Lubumbashi-Ilebo et Lubumbashi-Kalemie) ;
- une meilleure disponibilité des carburants pour véhicules ;
- le déploiement des activités de la commission électorale sur l'étendue nationale.

Dans le transport aérien, les consommations sont en forte croissance, entre 2000 et 2006, ce qui pourrait s'expliquer, notamment, par les intenses activités de la MONUC à travers toute l'étendue du pays.

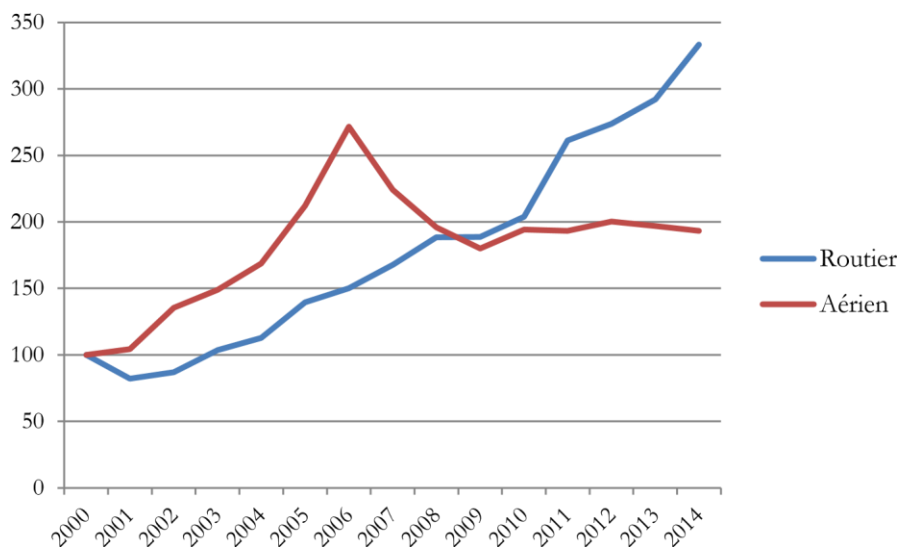
La poursuite de la croissance jusque 2006 est probablement à mettre en relation avec le déploiement des équipements et autres matériels pour les élections.

La baisse brutale après pourrait s'expliquer pour plusieurs raisons :

- immobilisation des vols internationaux des compagnies locales, suite aux prescriptions de l'IATA classant ces dernières sur la liste noire ;
- augmentation du nombre d'accidents graves (crashes) ;
- disparition des d'avions consommant l'avgaz.

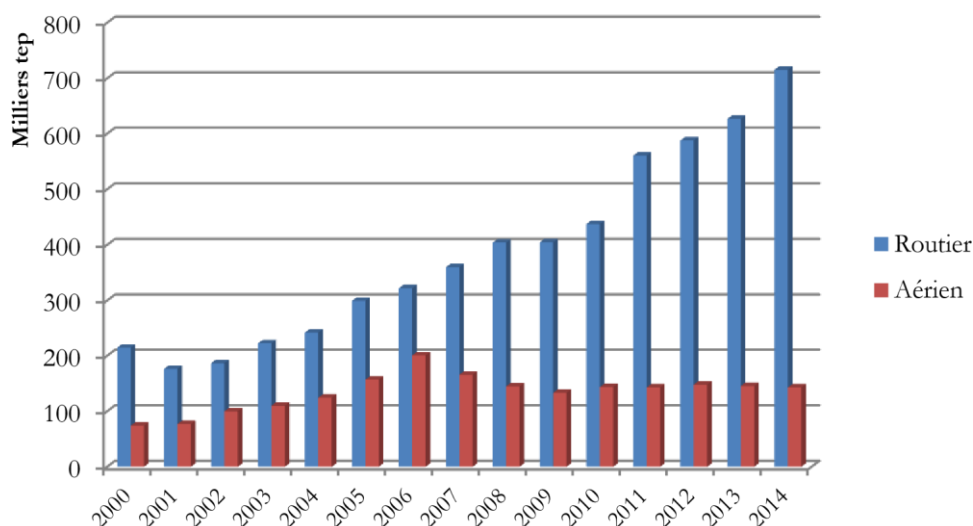
L'évolution des consommations observée entre 2009 et 2014 reste quasiment stable et cela, s'expliqueraient notamment par la création de nouvelles compagnies aériennes, l'ouverture de nouvelles escales par des compagnies étrangères, mais aussi par la fermeture de plusieurs compagnies aériennes (en occurrence HEWA BORA).

Comme le rappelle la figure III.7, le volume de consommation des produits pétroliers du secteur routier reste toujours largement supérieur à celui de l'aérien.



**Figure III.6 : Evolution des consommations dans le secteur Transports (Indice 100 en l'an 2000)**

Sources : MH, MTransvcom, SEP/Congo et BCC



**Figure III.7 : Evolution des consommations dans le secteur Transports**

Sources : MH, MTransvcom, SEP/Congo et BCC.

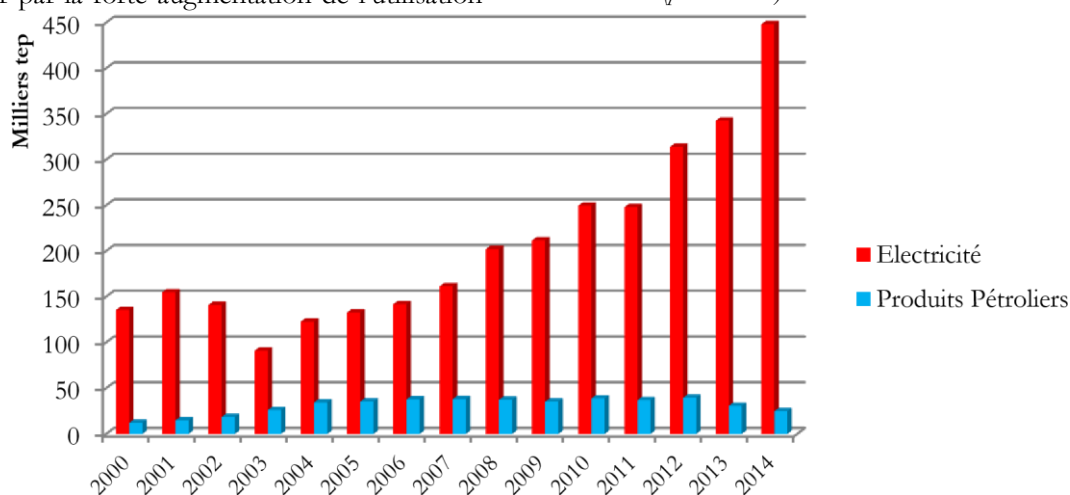
### 3.3. Secteur Industrie

La figure III.8 rappelle que les consommations du secteur Industrie sont largement dominées par celles d'électricité. Celles-ci connaissent une forte croissance suite à la demande continue du secteur minier. Par contre celle des produits pétroliers (figure III.9) connaît une chute.

Alors que durant toute la période l'évolution des consommations des produits pétroliers pourrait s'expliquer par la forte augmentation de l'utilisation

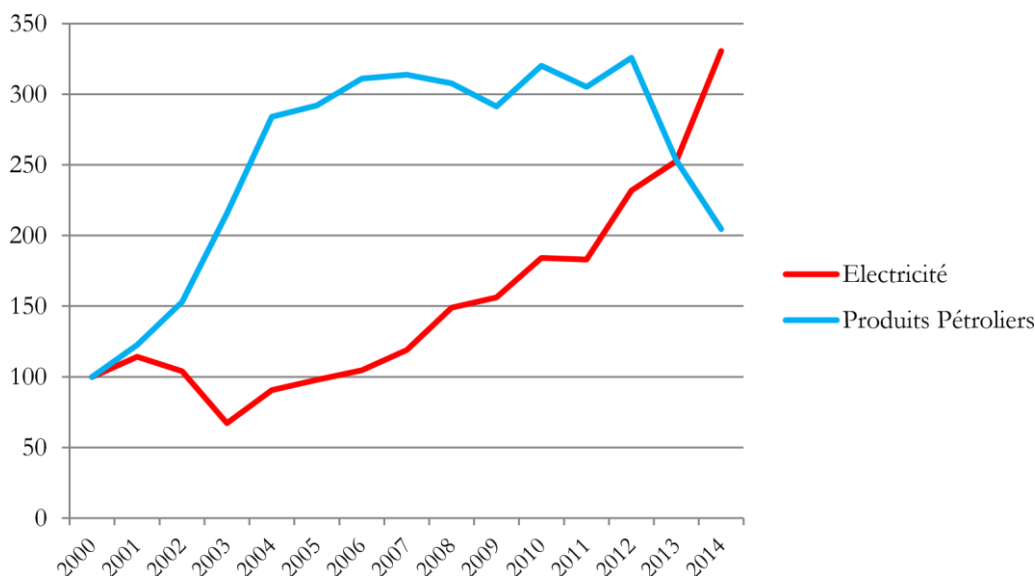
de fuel oil dans les cimenteries jusque 2006. La stagnation observée entre 2006 et 2012, pourrait provenir d'un arrêt de four à la Cimenterie de Lukala « CILU », d'un ralentissement des activités de la Cimenterie Nationale « CINAT » de Kimpese, alors qu'on assiste à une augmentation importante de ciment sur le marché congolais. Ensuite une baisse observée depuis 2012 jusqu'à 2014 est dû à une forte concurrence de prix du ciment importé au détriment de celui produit localement occasionnant la baisse des activités de ces industries notamment CILU.

**Note :** Selon SEP-Congo le fuel-oil est majoritairement utilisé par les cimenteries (près de 95 %) contre seulement 5% dans les brasseries.



**Figure III.8. Evolution des consommations de l'électricité et des produits pétroliers dans le secteur Industrie.**

Sources : MERH, MH, MI, MM, SEP-Congo, SNEL, BCC, EDC, SOKIMO, HYDROFORCE & HEDCet ENERKA.

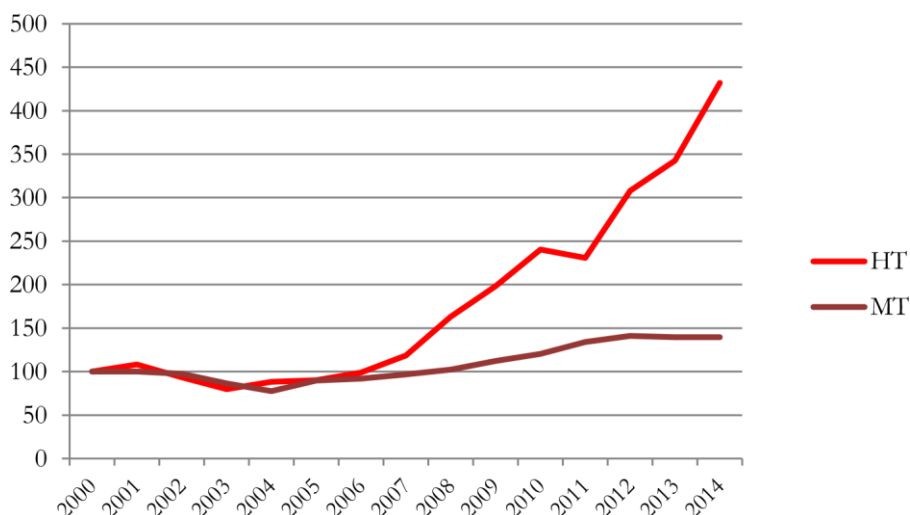


**Figure III.9: Evolution de la consommation de l'électricité et des produits pétroliers dans le secteur Industrie (Indice 100 en l'an 2000)**

Sources : MERH, MECNT, MH, MI, MM, SNEL, BCC, EDC, SOKIMO, HYDROFORCE & HEDC et ENERKA.

Les figures III.10 et III.11 présentent l'évolution des consommations d'électricité, par niveau de tension (MT et HT). Alors que les consommations d'électricité MT ne connaissent qu'une faible croissance sur la période, les consommations HT sont en forte croissance après 2007, résultat de la très forte reprise des activités industrielles dans le sous-secteur minier, comme le met clairement en évidence la figure III.12. Le léger repli observé dans

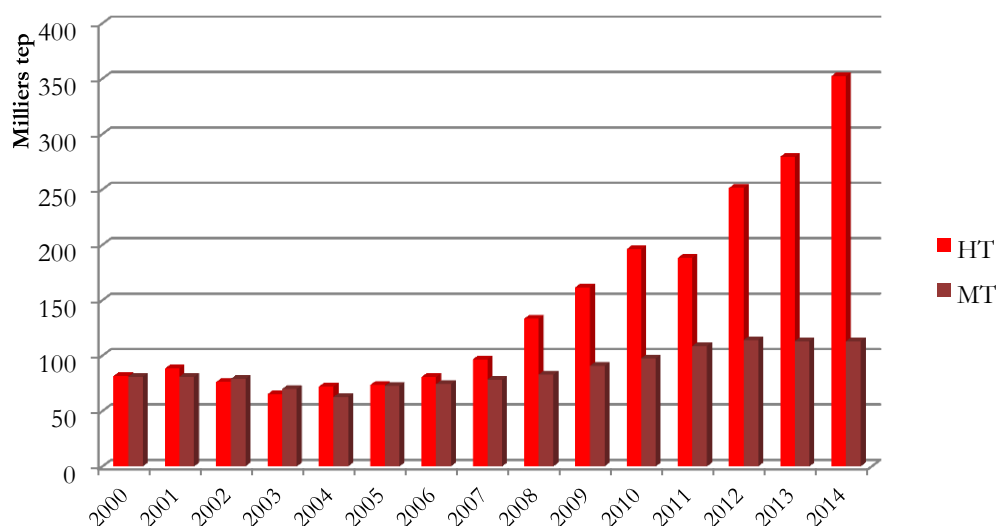
mettre en relation avec le désengagement de quelques clients importants, alors que l'année 2012 annonce le retour de ce gros consommateur et le besoin reste croissant dans ce secteur jusqu'à l'année 2014 (figure III.23).



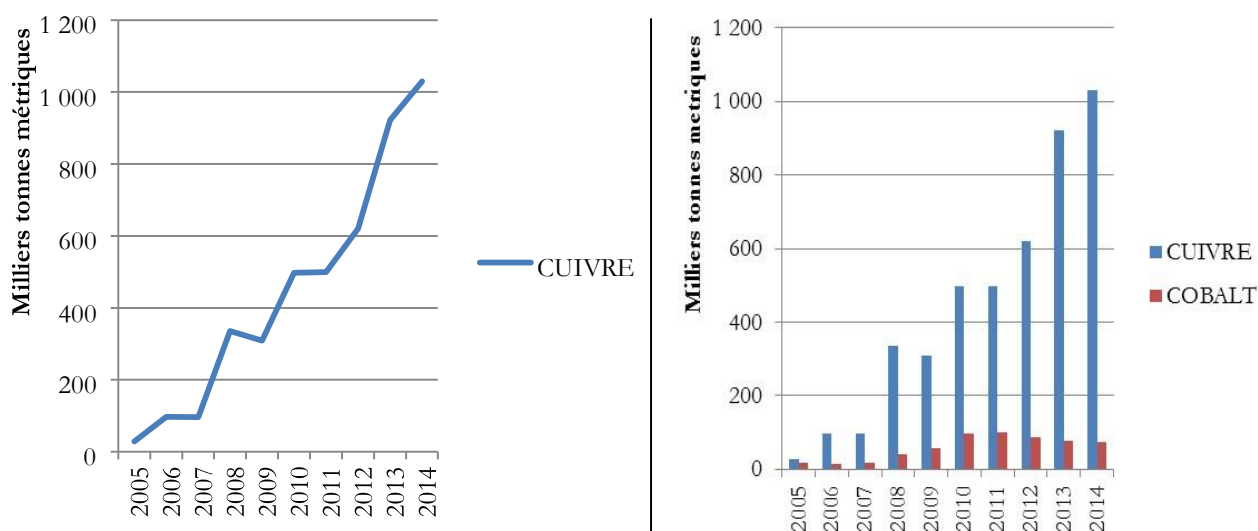
la consommation d'électricité HT, en 2011, serait à

**Figure III.10 Evolution de la consommation de l'électricité Haute Tension et Moyenne Tension (Indice 100 en l'an 2000)**

Sources : MERH, MI, MM, SNEL, BCC, EDC, SOKIMO, HYDROFORCE & HEDC et ENERKA.



**Figure III.11 : Evolution de la consommation de l'électricité Haute Tension et Moyenne Tension**  
Sources : MERH, MI, MM, SNEL, BCC, EDC, SOKIMO, HYDROFORCE & HEDC et ENERKA.



**Figure III.12 : Evolution de volume de production cuivre et Cobalt.**  
(Indice 100)

Source : MM et BCC

acceptable pour une période d'une dizaine d'années (FAO).

## 4. Evolution par type d'énergie

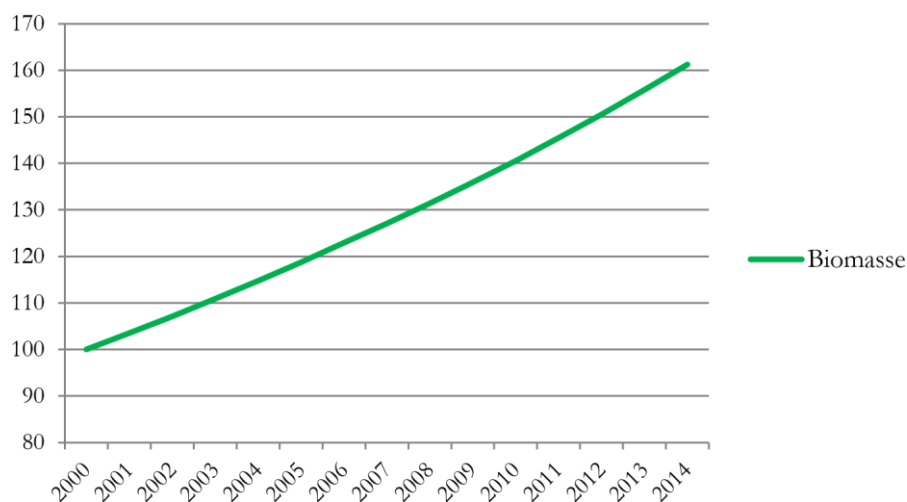
### 4.1. Biomasse-énergie

#### Evolution de la consommation de bois de feu et de charbon de bois dans le secteur Résidentiel.

Comme indiqué précédemment, par hypothèse, les consommations de biomasse (bois de feu, charbon de bois) suivent la croissance démographique, figure III.13. Cette hypothèse revient à supposer qu'il n'y a pas de modifications structurelles sur la période (pas de changement d'habitudes alimentaires, de types d'équipements, de performances d'équipements, ...). Une telle hypothèse est généralement jugée

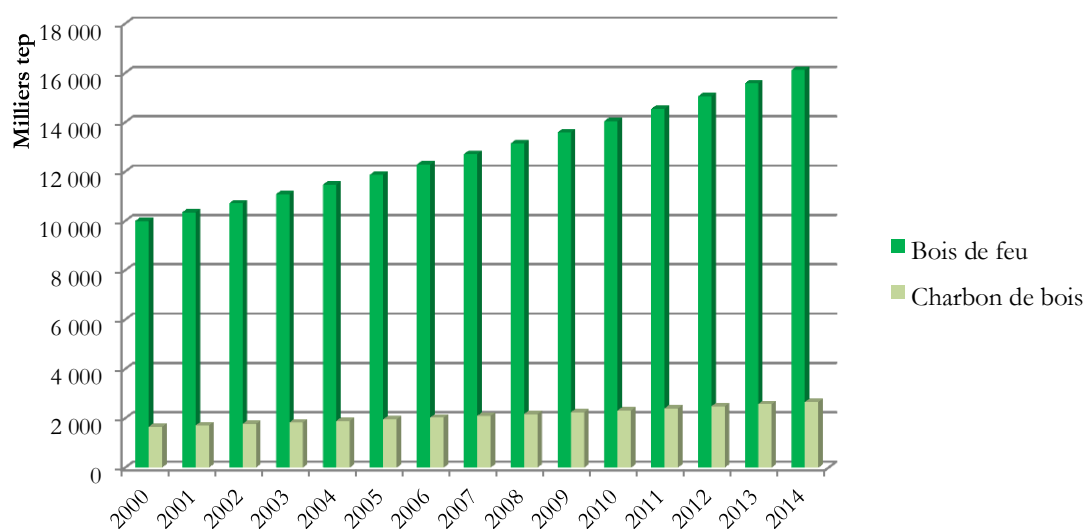
Comme le rappelle la figure III.14, sur la période, les consommations de bois de feu sont très largement supérieures à celles de charbon de bois.

## Biomasse



**Figure III.13 : Evolution des consommations de la biomasse dans le secteur Résidentiel**

Sources : MERH, MECNT, FAO, AIE et EGL



**Figure III.14 : Evolution des consommations des bois de feu et charbon de bois dans le secteur Résidentiel**

Sources : MERH, MECNT, FAO, AIE et EGL

## 4.2. Produits pétroliers

### Evolution des consommations par type des produits pétroliers

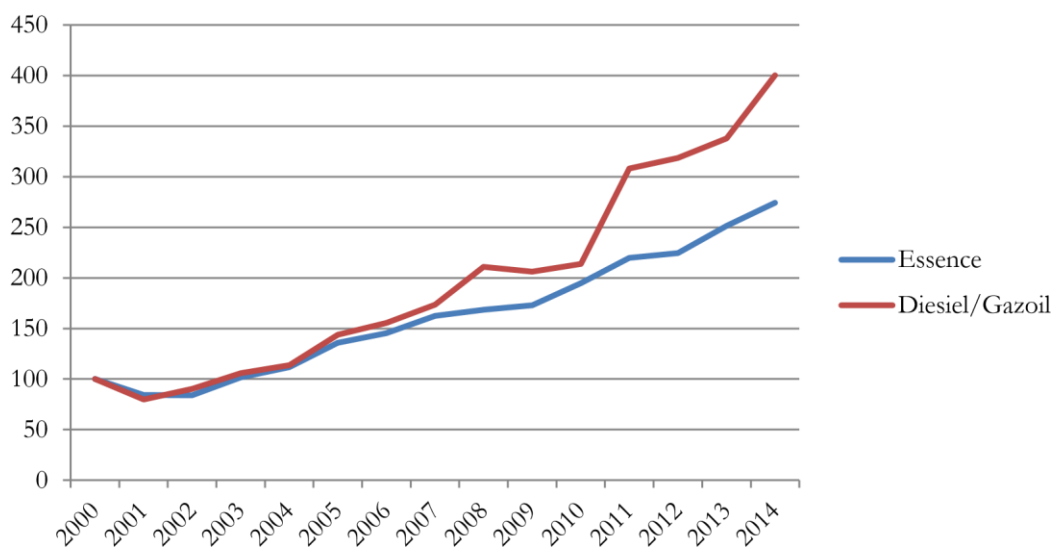
Dans l'état actuel de disponibilité des données, le présent rapport ne prend en compte que les consommations de diesel/gasoil, d'essence et de fuel-oil, les consommations de pétrole lampant et d'Avgaz étant supposées négligeables, faute de données détaillées disponibles.

### Diesel/gasoil et essence

Les consommations de diesel/gasoil présentent une croissance annuelle légèrement supérieure à celle des consommations d'essence (figure III.15). Ce

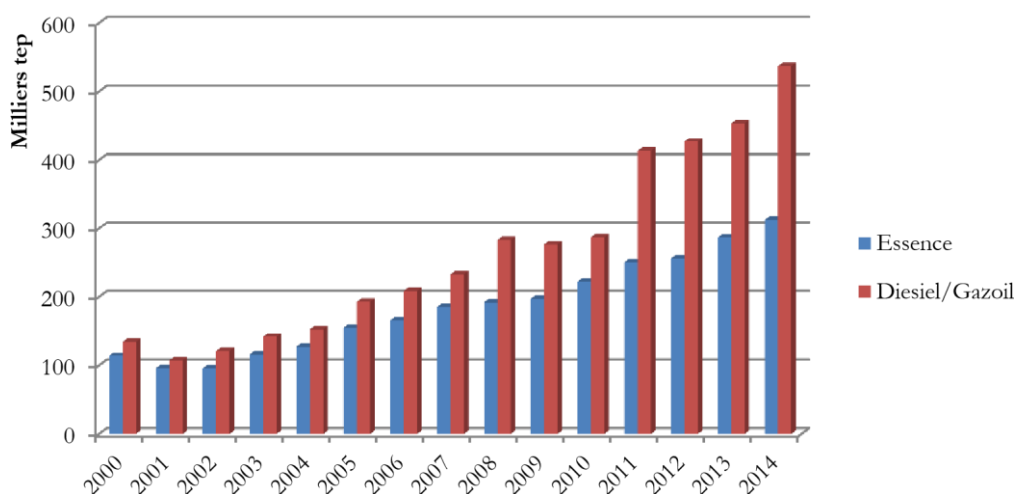
différentiel pourrait s'expliquer pour les raisons suivantes :

- la part des véhicules utilitaires (consommant du diesel/gasoil) a tendance à augmenter ;
- le prix de litre de diesel/gasoil est un peu moins élevé que celui de l'essence ;
- les besoins des flottes fluviales, lacustres et autres engins lourds sont en croissance ;
- l'utilisation accrue des groupes électrogènes, suite au déficit de l'électricité produite à partir des centrales hydroélectriques.



**Figure III.15 : Evolution des consommations des produits pétroliers : diesel/gazoil et essence (Indice 100 en l'an 2000).**

Sources : MH, SEP/Congo, BCC



**Figure III.16 : Evolution des consommations des produits pétroliers (essence et diesel/gazoil)**

Sources : MH, BCC

### 4.3. Electricité

Pour rappel, les définitions des termes communément utilisées dans ce secteur sont les suivantes :

- **production** : génération de l'énergie électrique ainsi de toute activité auxiliaire jusqu'aux points d'alimentation de réseaux électriques ;
- **consommation** : l'ensemble des compteurs mis en service par les sociétés d'électricité pour le compte de leurs

abonnés en HT, MT et BT ou correspond à l'énergie utilisée par les abonnés (avec ou sans compteur) ou énergie livrée aux clients.

<sup>8</sup> Définition suivant la loi n°14/011 du 17 juin 2014 relative au secteur de l'électricité

- **ventes** : la somme des factures des consommations de l'énergie électrique utilisée par les abonnés HT, MT et BT.

Après concertation avec les experts du secteur Electricité<sup>9</sup> sur l'importante, mais délicate, problématique de désagrégation des données, les hypothèses suivantes ont été formulées pour les données SNEL :

<sup>9</sup> Ministère de l'Énergie et Ressources Hydrauliques, SNEL, HYDROFORCE, SOKIMO et EDC (au cours de la rencontre thématique du 20 Août 2014

- *les consommations du secteur Résidentiel sont supposées égales aux consommations clients BT domestique et des consommations des agents de la SNEL ;*
- *les consommations du secteur Industrie sont supposées égales à la totalité des consommations des clients HT, augmentées des 55% consommations clients MT ;*
- *les consommations des Services marchands et publics correspondent à la consommation des Instances officielles, augmentée des consommations des clients BT commerciaux et 45% des consommations MT ;*
- *les ventes par niveau de tension (HT, MT, BT) sont supposées égales aux consommations.*

Pour la répartition des consommations par niveau de tension, il est supposé que :

- *la consommation HT est égale à la consommation des clients HT privé ;*
- *la consommation MT est égale à la somme des consommations des clients MT privé et des clients Entreprises publiques ;*
- *la consommation BT est égale à la somme des consommations abonnés BT domestiques, des abonnés BT commerciaux et des instances officielles.*

#### a) Evolution de la consommation par niveau de tension

##### **Basse Tension**<sup>6</sup>

Comme l'indique la figure III.18, les consommations BT sont en croissance, en particulier sur la période 2004-2006. Comme précisé précédemment, cette évolution est à mettre en relation avec, notamment :

- l'augmentation de 9,5 % du nombre de cabines de distribution, par rapport à l'année 2005 (acquisition et implantation de

##### **Haute Tension**

nouvelles cabines de décharges dont 22 publiques et 8 privées ; au niveau de provinces, 21 nouvelles cabines de distributions se sont ajoutées dont 12 cabines SNEL et 9 autres ; remise en service de 62 cabines MT/BT par la réhabilitation des transfos avariés, des DGMT ou DGBT défectueux ;

- la réhabilitation des centrales thermiques et réseaux associés de Kananga, Mbandaka, Kikwit et Mbujimayi ;
- les efforts consentis dans l'électrification rurale, en particulier dans le Bas-Congo (Tshela, Madimba, Sonabata, Lukula, Ngombe Matadi, ligne Nkamba-Luozi), ainsi qu'électrification de la ville de Kindu à partir de la centrale Lutsurukuru ;
- l'intégration des anciens abonnés de la GECAMINES dans la comptabilité SNEL ;
- la mise en place d'un programme national d'identification des abonnés fictifs convertis en abonnés effectifs SNEL et à la prise en charge des nouveaux abonnés.

Comme indiqué précédemment, après 2006 à 2009, les consommations BT se stabilisent, à la fois, à cause de la limitation de l'offre et par la priorité de satisfaire les consommations du secteur Industrie en croissance. On observe toutefois une légère reprise des consommations après 2009 qui pourrait résulter d'une part, des efforts de réhabilitation du système électrique consentis par la SNEL et les initiatives privées du secteur d'électricité, et d'autre part, par l'extension du réseau BT due au lotissement (nouvel espace pour habitation résidentielle).

##### **Moyenne Tension**

Selon l'hypothèse ci-dessus, la consommation MT est en croissance continue suite à la prolifération des activités des petites et moyennes industries, notamment manufacturières et de construction, encouragées par le Gouvernement pour la relance économique

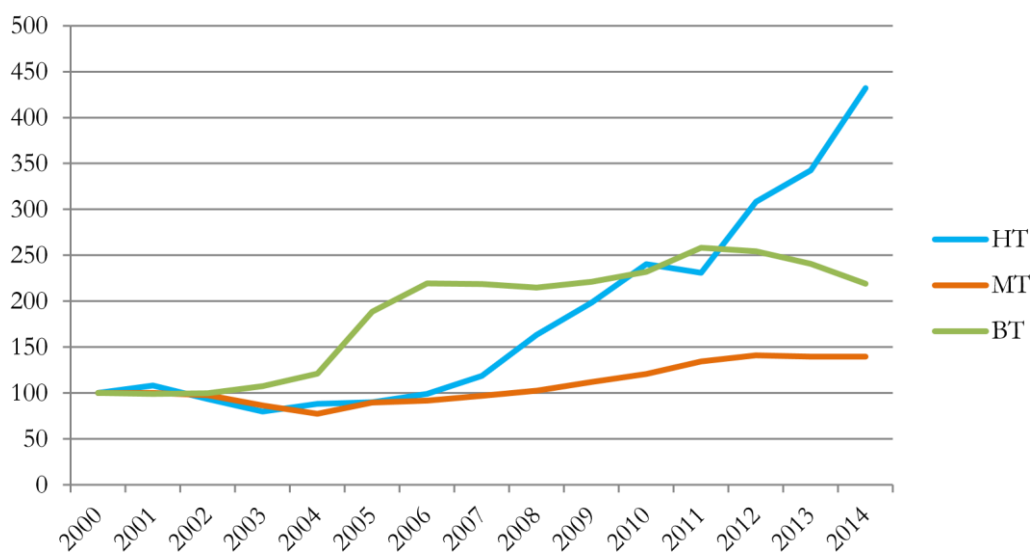
<sup>6</sup> Rapports Annuels SNEL, Edit 2006, 2008, 2011, 2012.

Au regard de la figure III.17, il ressort que les consommations de haute tension (HT) sont quasiment stables sur la période 2000 à 2006.

Comme indiqué précédemment, à partir de 2007, on observe une forte augmentation des consommations de haute tension qui serait liée à la croissance des activités dans le secteur industriel, notamment, dans le sous-secteur Industrie extractive (mine). (Voir également la figure III.12 qui indique que l'évolution des consommations HT pourrait être mise en relation avec la forte augmentation des

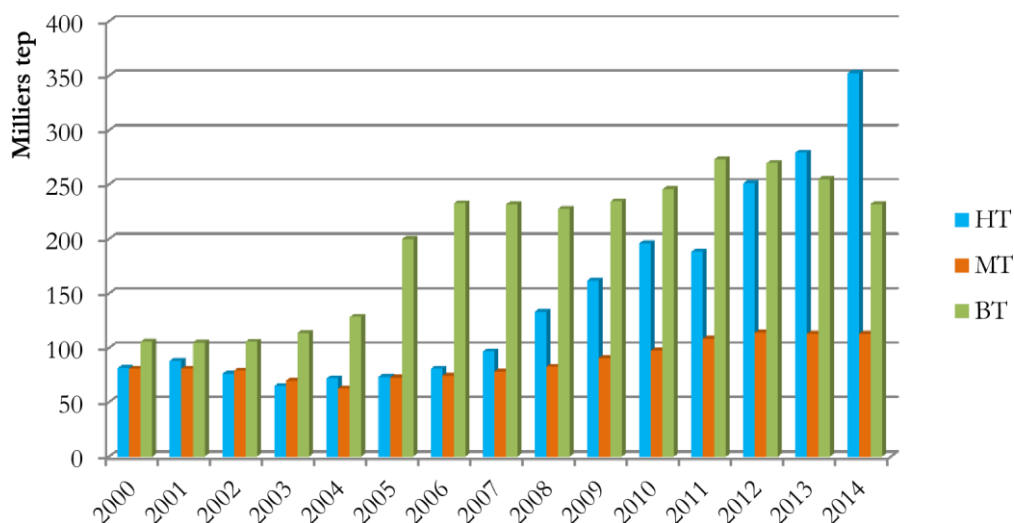
volumes de la production des minéraux, notamment le cuivre).

La légère baisse de 2011 et la reprise observée depuis 2012 à 2014, pourraient s'expliquer, respectivement, par un désengagement des 5 gros clients et la demande accrue de gros clients dans ce niveau de tension suite l'exploitation notamment de l'industrie minière



**Figure III.17 : Evolution de la consommation par niveau de tension (HT, MT et BT)(Indice 100 en l'an 2000)**

Sources : MERH, SNEL, MI, MM, SOKIMO, HYDROFORCE & HEDC, ENERKA et EDC



**Figure III.18 : Evolution de la consommation par niveau de tension.**

Sources : MERH, SNEL, MI, MM, SOKIMO, HYDROFORCE & HEDC, ENERKA et EDC

b) Evolution de la production hydroélectrique.

En RDC, la majeure production d'électricité (500 ktep en 2000, 758 ktep en 2014) est toujours d'origine hydraulique, la production thermique restant marginale (0,25 ktep en 2000, 31 ktep en 2014).

Comme l'indique la figure III.19, la production de l'hydroélectricité a connu une période de quasistagnation de 2000 à 2003 (période de guerre).

A partir de 2004, on observe une très forte augmentation de la production, grâce aux efforts consentis par le Gouvernement et les partenaires au développement en matière de réhabilitation des centrales, via les programmes PMURR et PAP/DSCR (réhabilitations des groupes des centrales d'Inga, Zongo I et d'autres à travers le pays).

Après 2007, la forte croissance de la période précédente est interrompue suite au ralentissement des investissements<sup>7</sup>, et la production fluctue autour de cette valeur jusqu'à 2011. Parmi les événements intervenus au cours de cette période, il convient de relever :

- l'entretien des infrastructures existantes, et plus particulièrement, la réhabilitation du groupe 3 de la centrale d'Inga 2, du groupe 3 de Nseke et du groupe 4 de Ruzizi<sup>18</sup>. (plus l'apport des producteurs indépendants tels que HYDROFORCE & HEDC, SOKIMO, EDC et autres) ;
- le décrochage de 2011 est dû suite à la baisse du niveau d'eau (étiage) du lac au Katanga et du fleuve Congo à Inga, ainsi qu'à la vétusté des équipements des centrales.

L'augmentation de production à partir de l'année 2012 jusqu'à 2014 se caractérise par l'amélioration des conditions hydrographiques, d'une part, et d'autre part, par la réalisation de certains travaux au cours de la période, notamment<sup>9</sup> :

- la remise en service du groupe 6 de la centrale hydroélectrique d'Inga 2 ;

- la remise au réseau de deux groupes (4 et 5) de la centrale hydroélectrique de Mwadingusha ;
- la remise en service du groupe 1 de la centrale hydroélectrique de Zongo.

Au cours de la période 2013 et 2014, cette augmentation se justifie notamment par :

- la Fiabilisation et remise en service du groupe 1 de la centrale de Koni et remplacement des ponts roulants de la centrale par des ponts neufs
- la Remise en service du groupe 2 de la centrale de Kilubi après réparation de la roue turbine et la fiabilisation de l'alternateur.
- La Mise en service des groupes électrogènes Cummins 500 kVA et 220 kVA dans les centrales thermiques de Mbandaka et Zongo à l'Equateur;
- L'Acquisition et mise en service des groupes électrogènes IVECO 220 KVA et DETROIT 300 kVA à la centrale thermique d'Ankoro;
- La Réhabilitation du groupe électrogène ABC 6DXC 750 kVA de la centrale thermique de Kikwit ;

<sup>7</sup> Changement de Régime politique, Contestation du contrat Chinois par la Banque Mondial.

<sup>8</sup> Rapport Annuel SNEL, Edit. 2010

<sup>9</sup> Rapports Annuels SNEL, Edit. 2012 et Edit 2014



**Figure III.19 : Evolution de la production hydroélectrique (Indice 100 en l'an 2000)**

Sources : MERH, SNEL, SOKIMO, HYDROFORCE & HEDC et EDC

Afin d'accroître la part de la production totale, il convient de signaler l'importance des efforts consentis, sur la période 2004 à 2010, par la production thermique quoique comparativement très faible par rapport à l'hydroélectricité (soit une puissance installée d'environ 103 MW contre 2605 MW), nous citons notamment :

#### **Pour la SNEL**

- apport supplémentaire de 1 MW par PERENCO-REP au réseau de distribution de Muanda ;
- expédition de 4 Groupes électrogène de 400 à 500kVA acquis pour le Centre de Kenge, Gungu, Idiofa et Mweka ;
- réhabilitation des centrales thermiques et réseaux associés de Kananga, Mbandaka, Kikwit et Mbuji Mayi
- Mise en service des groupes électrogènes Cummins 500 kVA et 220 kVA dans les centrales thermiques de Mbandaka et Zongo à l'Equateur;
- Acquisition et mise en service des groupes électrogènes IVECO 220 KVA et DETROIT 300 kVA à la centrale thermique d'Ankoro;
- Réhabilitation du groupe électrogène ABC 6DXC 750 kVA de la centrale thermique de Kikwit ;

#### **Pour le secteur privés notamment KIBALI GOLDMINES depuis 2013**

- Production de l'énergie électrique à travers des groupes électrogènes ayant une capacité de 54 MW<sup>14</sup>

La figure III.20 présente l'évolution du taux de disponibilité de l'ensemble du parc électrique, sur la période 2005–2014 ; ce taux étant défini comme le ratio des puissances disponibles sur puissances installées.

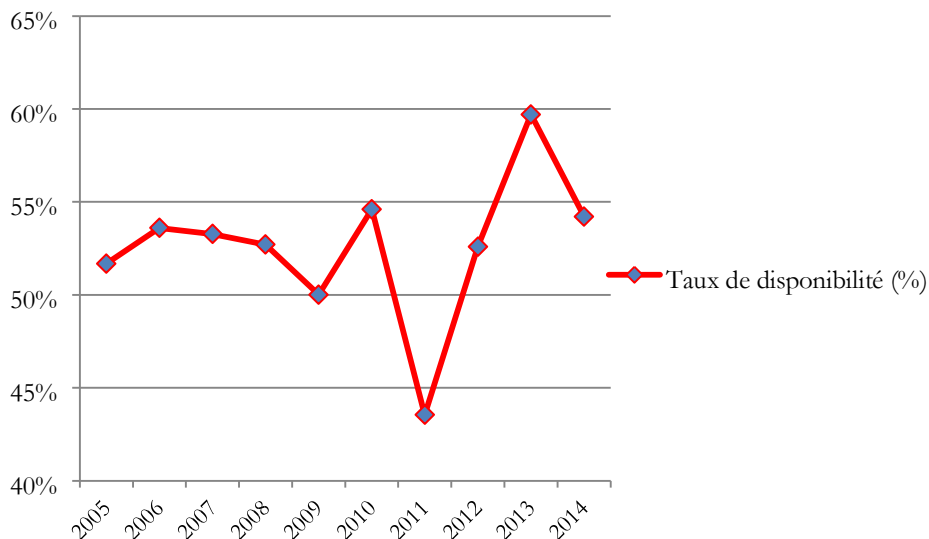
Comme l'indique la figure III.22, le taux de disponibilité se situe dans une fourchette de valeurs comprises entre 50 et 55 %.

En baisse régulière entre 2006 et 2009, ce taux présente une nette amélioration en 2010-2011. Celle-ci pourrait s'expliquer par les efforts consentis par la SNEL et les producteurs indépendants d'électricité (HYDROFORCE & HEDC, SOKIMO, SUCRIERE KWILU-NGONGO et EDC).

<sup>10</sup> Rapport d'activités 2014 (Kibali Goldmines)

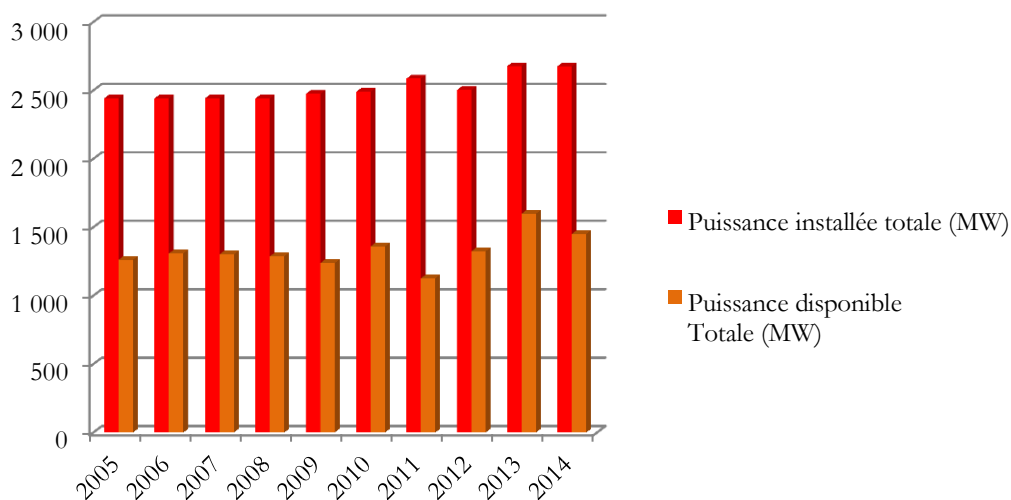
En 2011, on observe un effondrement du taux de disponibilité à mettre en relation, comme déjà signalé, à la vétusté des équipements des centrales hydroélectriques et à la baisse de niveau d'eau du fleuve Congo et du lac dans la province de Katanga.

De 2012 à 2013, il est constaté une augmentation remarquable qui serait dû à l'amélioration du niveau d'eau du fleuve et aux efforts de réhabilitation des unités de production hydroélectriques SNEL contre



**Figure III.20 : Evolution de taux de disponibilité**

Sources : MERH, MI, MM, SNEL, SOKIMO, HYDROFORCE & HEDC, ENERKA, EDC et Cie SUCRIERE KWILU NGONGO.



**Figure III.21 : Evolution de la Puissance installée et Puissance disponible**

Sources : MERH, MI, MM, SNEL, SOKIMO, HYDROFORCE & HEDC, ENERKA, EDC et Cie SUCRIERE KWILU NGONGO.

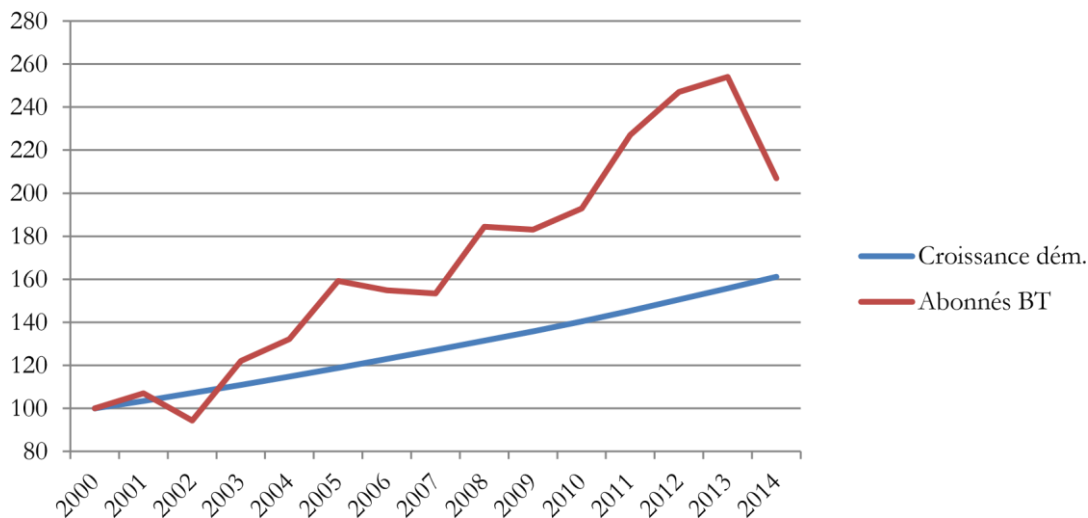
un recul observé en 2014 alors que la production de la même année est à la hausse.

### c) Evolution démographique et nombre d'abonnés BT

Comme l'indique la figure III.22, la croissance du nombre d'abonnés BT est globalement plus rapide que la croissance démographique. Ceci signifie que la

- la prise en charge de nouveaux abonnés.

De 2005 à 2009, la stagnation observée des abonnés pourrait résulter d'une stagnation de la production. Suite à cette contrainte d'offre, la SNEL ne comptabilise que des abonnés réellement desservis pendant la période. En revanche, les abonnés ayant



**Figure III.22 : Evolution démographique avec le nombre d'abonnés BT (Indice 100 en l'an 2000).** Sources : MERH, SNEL, SOKIMO, HYDROFORCE & HEDC, ENERKA, EDC et INS

### d) Evolution des consommations HT et le nombre d'abonnés HT

part de la population qui a accès à l'électricité augmente (même si ce ratio reste encore faible).

Comme déjà mentionné précédemment, cette évolution favorable (particulièrement marquée entre 2000 et 2005) pourrait s'expliquer par :

- la réhabilitation et l'extension des réseaux de distribution Basse Tension ;
- l'extension des réseaux en zones rurales ;
- l'intégration des anciens abonnés de la GECAMINES dans la comptabilité SNEL ;
- la mise en place d'un programme national d'identification des abonnés fictifs convertis en abonnés effectifs SNEL ;

Comme l'indique la figure III.23, le nombre d'abonnés HT augmente plus rapidement que la consommation HT.

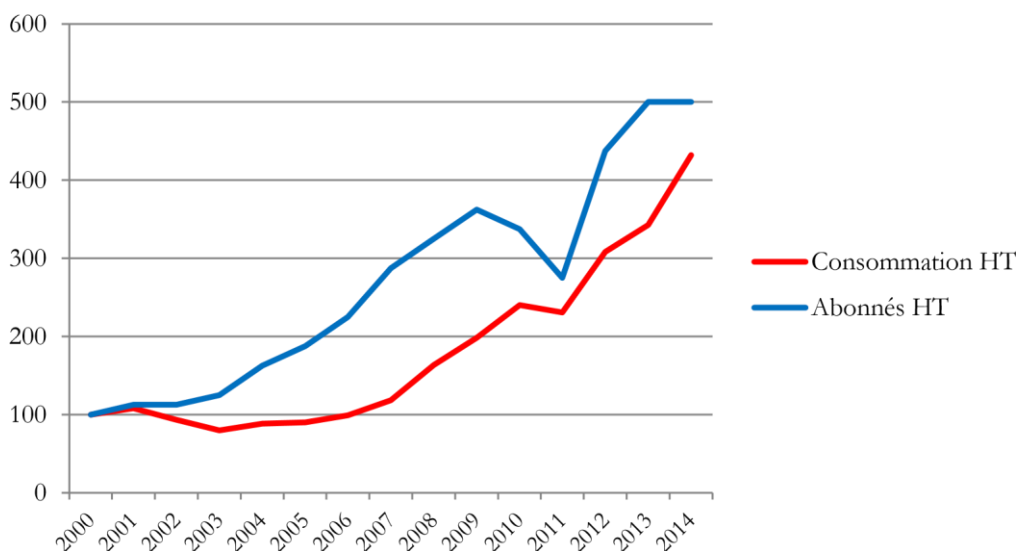
L'évolution de la consommation HT est à mettre en relation avec le secteur Industrie (mines). Comme signalé, au début 2006, on observe une forte croissance de la production des minerais, notamment du cuivre (figure III.12).

été délestés au cours d'une période sont classés comme abonnés non gérés (non comptabilisés) et ne sont repris en compte, qu'au fur et à mesure de l'amélioration de l'offre.

Entre 2009 et 2013, le nombre d'abonnés a été influencé à la fois par l'extension du réseau Basse Tension SNEL, ainsi que par la contribution à l'électrification BT, des sociétés indépendantes d'électricité (EDC, SOKIMO, ENERKA).

La baisse de l'évolution en 2014 se justifie par la notion des abonnés uniquement facturés par la SNEL en cette année compte tenu de la disponibilité de l'énergie électrique dans le secteur résidentiel.

Le poids de désengagement de quelques clients HT sur la période 2009 à 2011, suite au ralentissement des activités minières, a directement influencé la baisse sensible de consommation HT en 2011. Néanmoins, la reprise remarquable de la consommation HT constatée entre 2012 et 2014 serait due aux nouveaux engagements des gros clients et surtout de l'augmentation du volume de production des produits miniers (figure III.12).



**Figure III.23 : Evolution des consommations HT et le nombre d'abonnés HT (Indice 100 en l'an 2000).**

Sources : MERH, MI, MM et SNEL

e) Evolution du ratio consommation et Approvisionnement

D'après la figure III.24, au début de la première année, il se dégage une constance des pertes (techniques et non techniques) évaluée à 30%, suivi encore jusqu'à 2004 d'une baisse sensible autour de 40% qui serait due à l'instabilité politique, occasionnant :

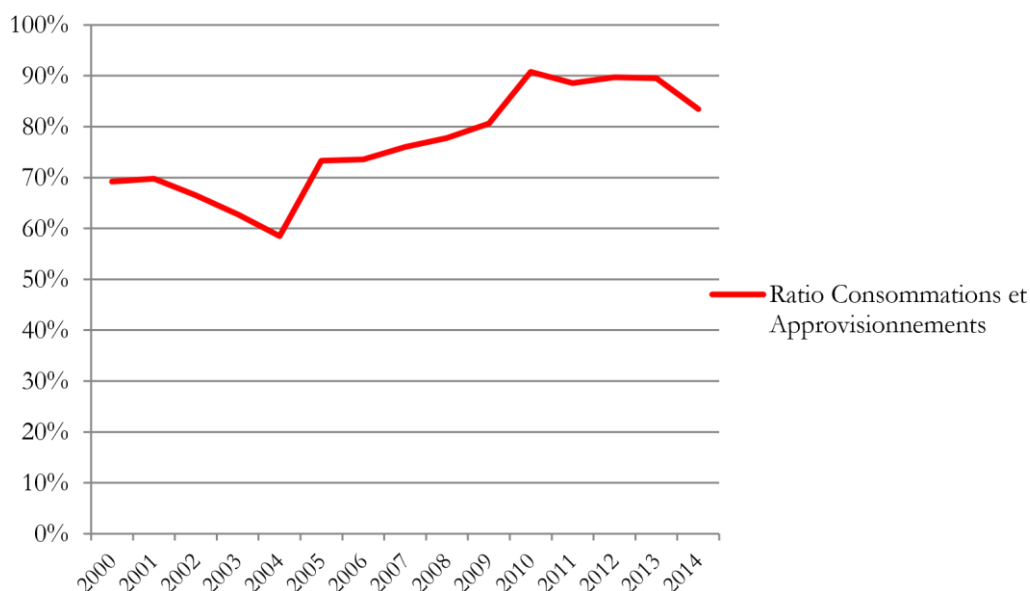
- la suspension des contrats des gros consommateurs MT ;
- la suspension de la plupart des raccordements des abonnés BT ;
- l'arrêt de certaines infrastructures électriques SNEL.

De la période allant de 2004 à 2014 une nette amélioration de la performance est observée : réduction des pertes atteignant 10% en 2012 malgré la baisse autour de 18% constatée en 2014. Cette réduction des pertes, techniques et non techniques, faible pourraient se justifier par :

- l'assainissement et maintenance du réseau électrique ;
- le recensement et prise en charge des abonnés surtout du réseau de l'Est du pays (autrefois menacé par la guerre)

Comme l'indique la figure III.25 le poids de l'approvisionnement<sup>11</sup> intérieur reste naturellement supérieur à celui de la consommation. Au cours de la période (2000 à 2014), malgré la baisse de 2004, il relève une réduction progressive des pertes (techniques et non techniques).

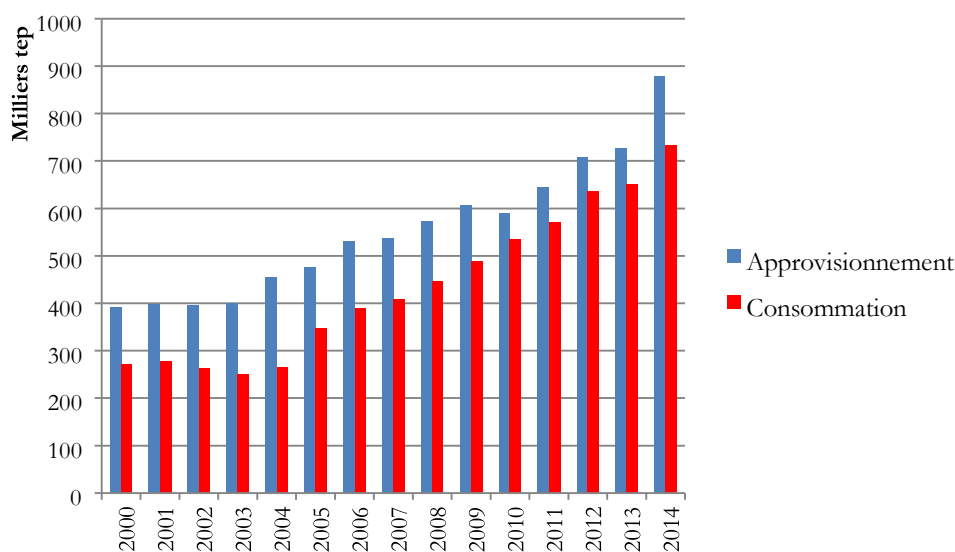
<sup>11</sup> L'approvisionnement intérieur est la somme de la production interne et importation retranchée de l'exportation.



**Figure III.24 : Evolution du ratio des consommations et des Approvisionnements**

Sources : MERH, MI, MM, SNEL, SOKIMO, HYDROFORCE & HEDC, ENERKA, EDC et Cie SUCRIERE KWILU NGONGO.

f) Evolution des Approvisionnements et des consommations



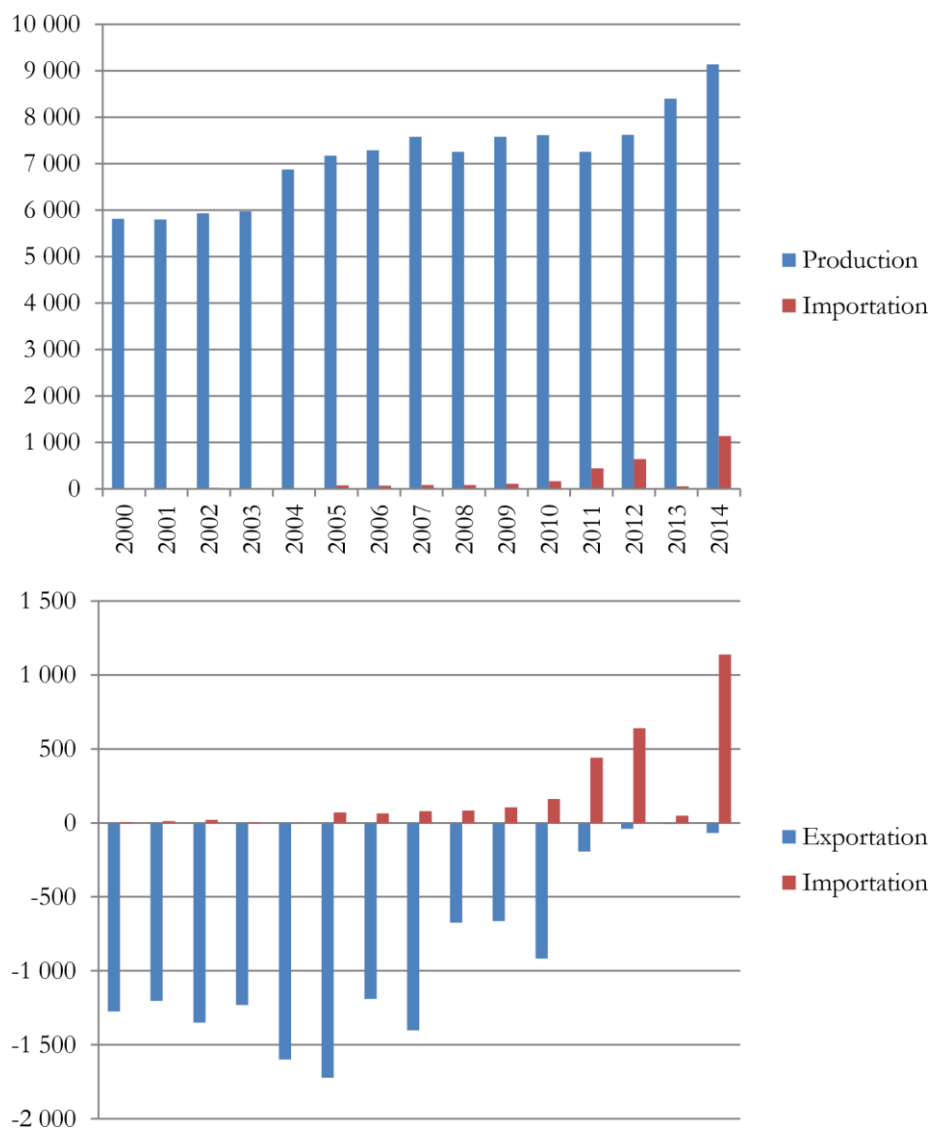
**Figure III.25 : Evolution des consommations et des approvisionnements.**

Sources : MERH, SNEL, SOKIMO, HYDROFORCE & HEDC, ENERKA et EDC

g) Evolution de Production, Exportation et Importation

Au cours des quatorze années, la figure III.26 montre que la production électrique (qui domine largement sur l'approvisionnement intérieur du pays) a augmentée de 24% (soit de 5.813 GWh en 2000 à 8.815 GWh en 2014). Suite à la

limitation de l'offre et à l'accroissement de la demande intérieure, l'énergie électrique exportée baisse de 1274 GWh en 2000 à 69 GWh en 2014, alors que l'importation paradoxalement prend de l'ascenseur, passant de 6 GWh en 2000, à 1.138 GWh en 2014.



**Figure III.26 : Evolution de Production, Exportation et Importation** Sources : MERH, MI, MM et SNEL

# ANNEXES

PRESENTATION DES GRAPHIQUES NON COMMENTES DE BILAN

ENERGETIQUE 2013

1. Approvisionnement national

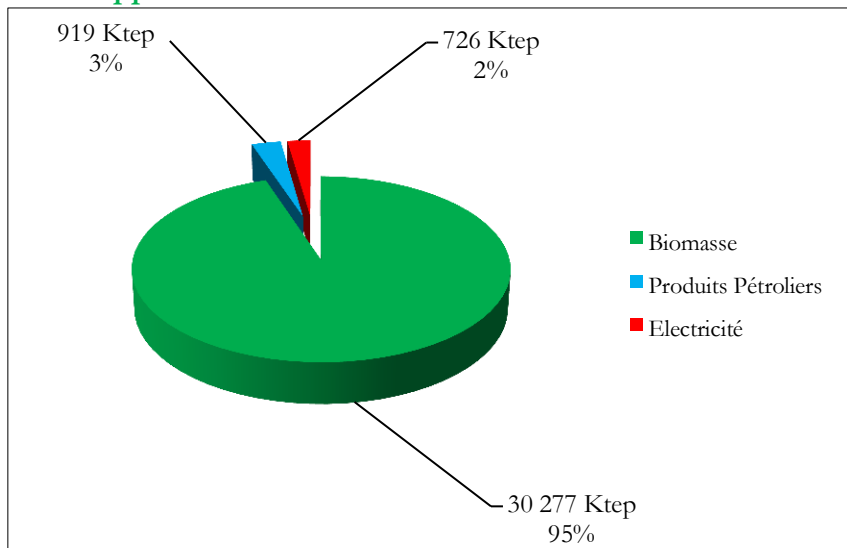


Figure AL.1 : Approvisionnement national de la RDC en 2013

Sources: MERH, , MH, BCC, SNEL, FAO, SEP-Congo, EDC, SOKIMO.

2. Consommation finale totale par secteur de consommation

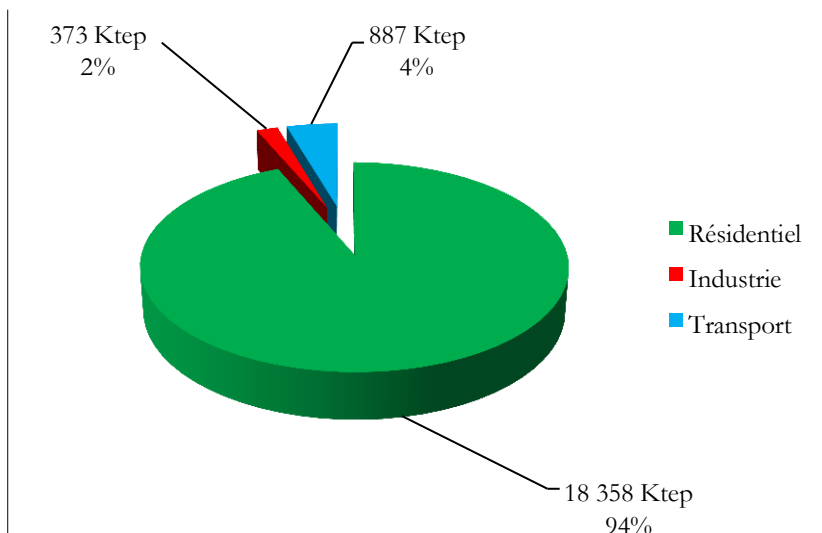
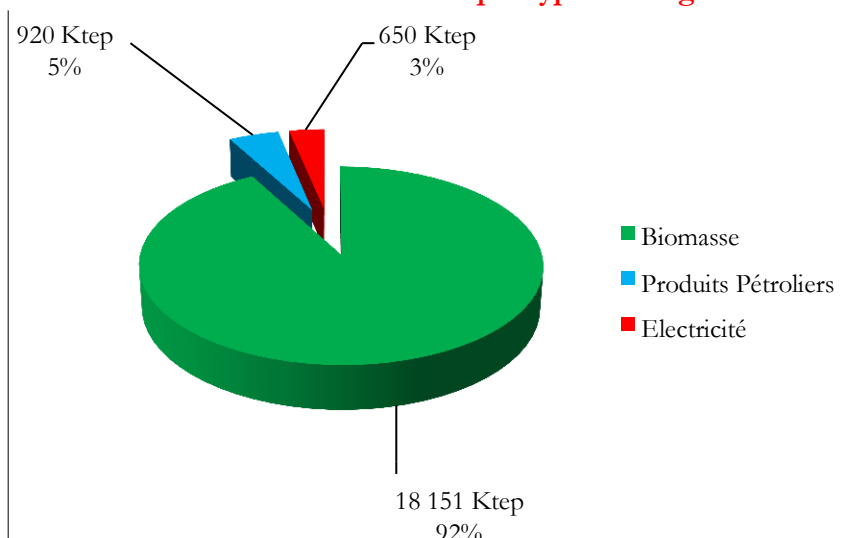


Figure AL.2 : Consommation finale totale par secteur.

Sources : MERH, MECNDD, MH, MTransvcom, SEP-Congo, SNEL, BCC, EDC, SOKIMO, ENERKA.

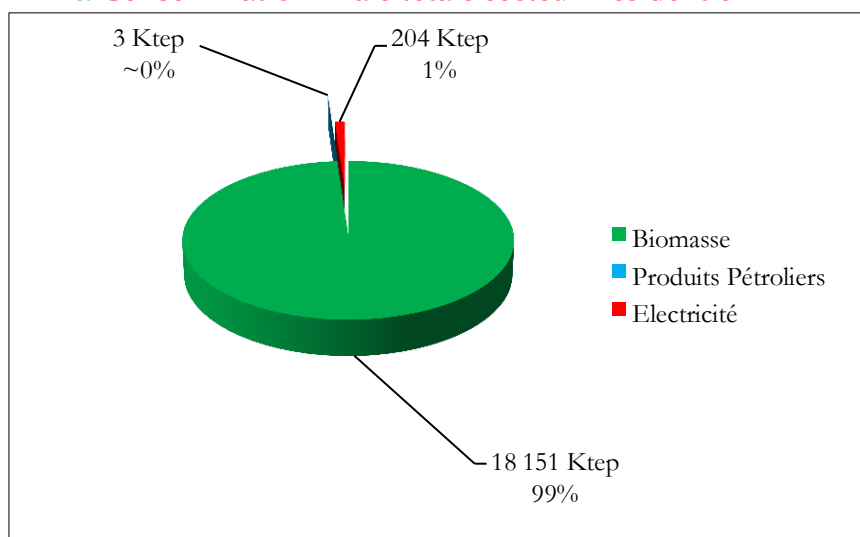
### 3. Consommation finale totale par type d'énergie



**Figure AL3 : Consommation finale totale par type d'énergie.**

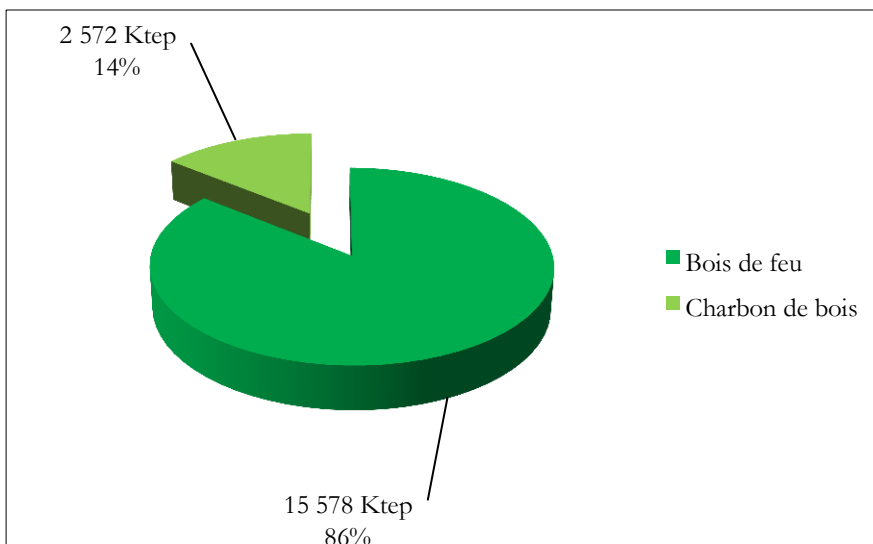
Sources : MERH, MECNT, MH, MTransvcom, FAO, SEP-Congo, SNEL, BCC, EDC, SOKIMO, HYDROFORCE & HEDC et INS

### 4. Consommation finale totale secteur Résidentiel



**Figure AL.4a : Consommation finale totale secteur Résidentiel**

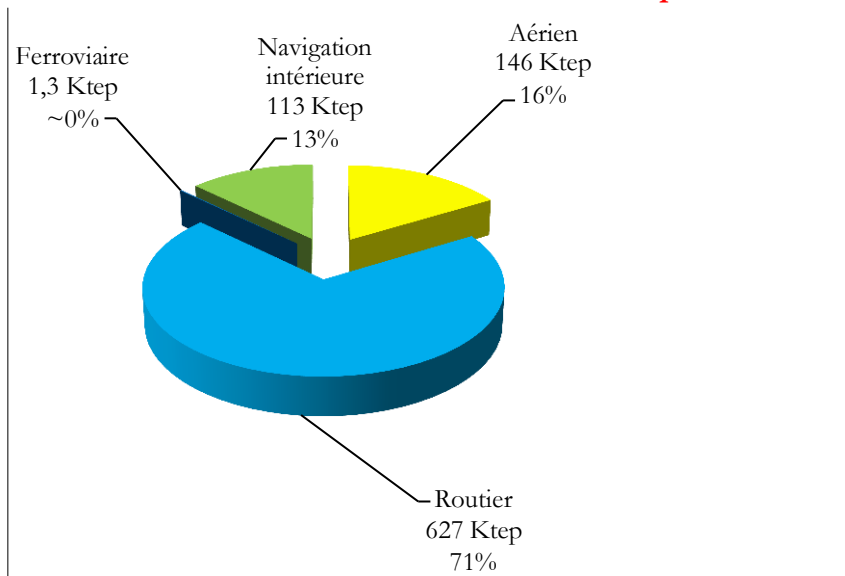
Sources : MERH, MECNDD, MH, MTransvcom, SEP-Congo, SNEL, BCC, EDC, SOKIMO, ENERKA.



**Figure A1.4b : Consommation finale totale de bois de feu et de charbon de bois**

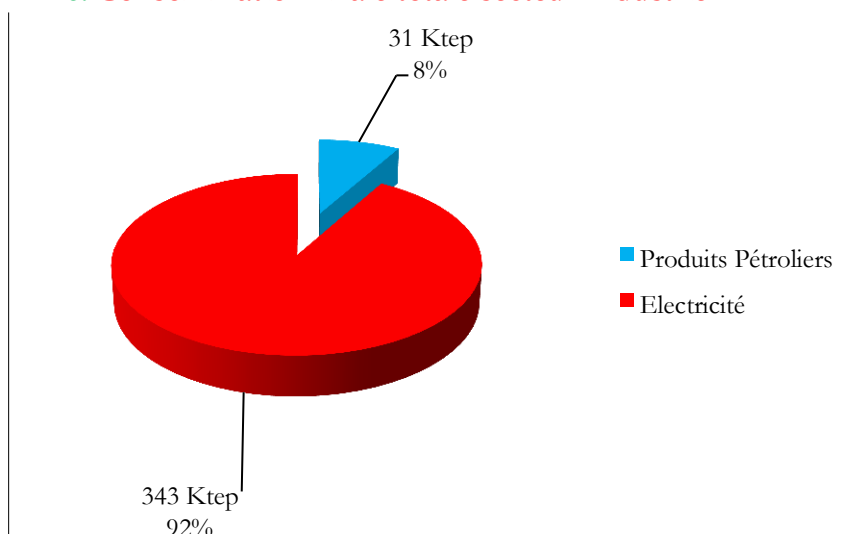
Sources : MERH, MECNDD, FAO, BCC, EGL, CATEB.

### 5. Consommation finale totale secteur Transport



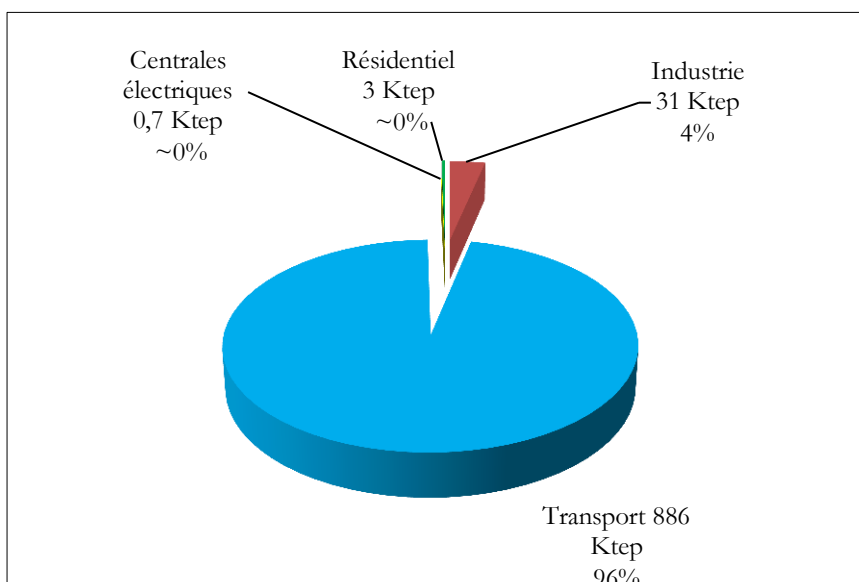
**Figure AL5 : Consommation finale totale secteur Transports**  
Sources: MERH, MH, MTransvcom, SEP-Congo, BCC, SNEL

### 6. Consommation finale totale secteur Industrie



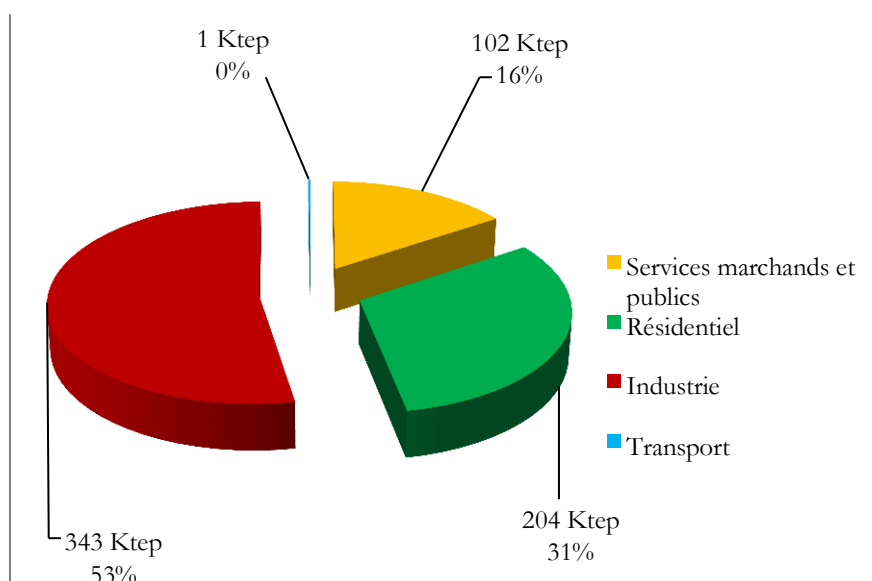
**Figure AL6 : Consommation finale secteur Industrie**  
Sources: MERH, MH, MTransvcom, SEP-Congo, SNEL, BCC, Cie SUCRIERE KWILU NGONGO

### 7. Consommation des produits pétroliers par secteur (Transport, Industrie, Résidentiel) et centrales électriques.



**Figure AL.7 : Consommation de produits pétroliers par secteur (Transport, Industrie, Résidentiel) et centrales électriques**  
Sources: MERH, MH, MTransvcom, SEP-Congo, SNEL, BCC, Cie SUCRIERE KWILU NGONGO

### 8. Consommation d'électricité par secteur (Industrie, Résidentiel, Services et Transport)



**Figure AL.8 : Consommation d'électricité par secteur (Industrie, Résidentiel, Services et Transport)** Sources : MERH, MH, MTransvcom, SNEL, EDC, SOKIMO, ENERKA.

### ANNEXE II : COEFFICIENTS MOYENS DE CONVERSION ET DENSITE

Produits	Unités	Valeur en tep
Electricité	GWh	86

Pétrole brut	t	1
Charbon minéral	t	0,62
GPL	t	1,13
Essence	t	1,07
Carburéacteur	t	1,065
Pétrole lampant	t	1,045
Diesel & Gasoil	t	1,035
Fuel Oil	t	0,96
Naphta	t	1,075
Autres produits pétroliers	t	0,96
Gaz naturel	1000 m <sup>3</sup>	0,8
Bois de feu	t	0,4
Charbon de bois	t	0,7
Déchets végétaux	t	0,3
Alcool	m <sup>3</sup>	0,51
Jus de canne	t	0,057

Produit	Densité (kg/m <sup>3</sup> )
GPL	522,2
Naphta	690,6
Essence	740,7
Carburéacteur type kérosène	802,6
Pétrole lampant	802,6
Gasoil/Diesel	843,9
Fuel Oil	963,4

### ANNEXE III : DEPOTS DES PRODUITS PETROLIERS ET CAPACITES DE STOCKAGE

N°	DEPOTS	PROVINCE	CAPACITE STOCKAGE (m <sup>3</sup> )	PRODUITS STOCKES
01	Ango-Ango	Bas-Congo	80.000	Es,A/100/130,jetA1,GO,FO,GA
02	Masina	Kinshasa	58.000	Es, A/100/130,jetA1,GO
03	Ilebo	Kasai occ.	11.500	Es, jetA1,GO
04	Kinshasa	Kinshasa	15.000	Es, A/100/130,jetA1,GO
05	Kisangani	P. orientale	6.500	Es, A/100/130,jetA1,PE,GO
06	Mbandaka	Equateur	5.750	Es, A/100/130,jetA1,PE,GO
07	Lubumbashi	Katanga	5.410	Es, A/100/130,jetA1,PE,GO
08	Boma	Bas-congo	2.800	Es, PE,GO
09	Bumba	Equateur	3.800	Es, PE,GO

10	HRS Ndjili	Kinshasa	3.700	Es, A/100/130, jet A1,
11	Kikwit	Bandundu	3.042	Es, jet A1, PE, GO
12	Businga	Equateur	2.200	Es, PE, GO
13	Bandundu	Bandundu	1.850	Es, PE, GO
14	Akula	Equateur	1.270	Es, jet A1, PE, GO
15	Mbujimayi	Kasai orient.	1200	Es, PE, GO
16	Bukavu	Sud-Kivu	1070	Es, PE, GO
17	Mwene ditu	Kasai orient.	1730	Es, GO
18	Likasi	Katanga	900	Es, PE, GO
19	Lukala	Bas-congo	830	Es, PE, GO
20	Kalundu	Sud Kivu	825	Es, jet A1, PE, GO
21	Inkisi	Bas-congo	750	Es, jet A1, PE, GO
22	Ufu	Bas-congo	750	Es, jet A1, PE, GO
23	Kananga	Kasai occ	1830	Jet A1
24	Aéro-Kisangani	P. orientale	500	Es, PE, GO
25	Isiro	P. Orientale	480	Es, PE, GO
26	Bemadibele	Kasa orient	450	Es, PE, GO
27	Kalemie	Katanga	590	Es, PE, GO
28	Inongo	Bandundu	350	Jet A1
29	Aéro-Goma	Nord-Kivu	1.300	Es, PE, GO
30	Kolwezi	Katanga	850	Es, PE, GO
31	Mungbere	P. orientale	225	Jet A1
32	Aéro-Gbadolite	Equateur	200	Jet A1
33	Aéro-lubumbashi	Katanga	120	Jet A1
34	Aéro-Kananga	Kasai-occ	100	Jet A1
35	Aéro-Mbujimayui	Kasai-orient	114	Jet A1
36	Aéro-Mbandaka	Equateur	165	Jet A1
37	Muanda	Bas-Congo	4 TM	Gaz
38	Aéro Luano	Katanga	2000	Jet A1
39	Bolenge	Equateur	5.409	Es, GO
40	Aketi	P. Orientale	1.900	Es, GO
41	Beni	Nord-Kivu	2.000	Es, GO

## ANNEXE VI.

## 1. BILAN ENERGETIQUE DE LA RDC 2013 (UNITES PHYSIQUES) (1)

Bilan de la RDC Année: 2013 (Unités Physiques)	Bois de feu (t)	Charbon de bois (t)	Résidus agricoles (t)	S/Total Biomasse (t)	Coke(t)	Charbon minéral (t)	S/Total Coke + Charbon minéral (t)	Pétrole brut (t)	Essence (t)
Production	75 693 309							1 327 809	
Importations									267 841
Exportations								- 1 327 809	
Soutages maritimes internationaux									
Variation des stocks									
<b>Approvisionnement intérieur</b>	<b>75 693 309</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>0</b>	<b>267 841</b>
Transferts									
Ecart statistique									
<b>Total secteur transformation</b>	<b>- 36 747 361</b>	<b>3 674 736</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
Centrales électriques publiques									
Autoproductions d'électricité									
Cokeries/fabriques d'agglomérés&briquettes									
Usines à gaz									
Raffineries de pétrole									
Industrie pétrochimiques									
Unités de production de charbon de bois	36 747 361	3 674 736							
Non spécifié (transformation)									
<b>Consommation Secteur énergie</b>									
<b>Pertes de transport et distribution</b>									
<b>Consommation finale totale</b>	<b>38 945 948</b>	<b>3 674 736</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>267 842</b>
<b>Total secteur industrie</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
Industries extractives (Mines)									
Sidérurgie									
Industries chimiques et pétrochimiques									
Produits minéraux non métalliques									
Industrie alimentaire et tabac									
Construction									
Textiles et cuir									
Non spécifié (industrie)									
<b>Total secteur transports</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>267 842</b>

Aérien									
Routier									267 842
Ferroviaire									
Transport par conduites									
Navigation intérieure									
Non spécifié (transport)									
<b>Total autres secteurs</b>	<b>38 945 948</b>	<b>3 674 736</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
Agriculture									
Services marchands et publiques									
Résidentiel	38 945 948	3 674 736							
Non spécifié (autres)									
<b>Utilisations non énergétiques</b>									
<b>Electricité produite (GWh)</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>12</b>			<b>-</b>	<b>-</b>		
Electricité produite par les centrales publiques(Gwh)									
Electricité produite par les autoproducteurs (Gwh)			12						

45

### 1. BILAN ENERGETIQUE DE LA RDC 2013 (UNITES PHYSIQUES) (SUITE)

Bilan de la RDC Année: 2013 (Unités Physiques)	Avgas (t)	Kerosène (t)	Pétrole Lampant (t)	Diesel & Gasoil (t)	Fuel oil (t)	Huiles de base (t)	Autres produits pétroliers (t)	Total Produits Pétroliers (t)	Electricité thermique (GWh)	Hydro électricité (GWh)	Total Electricité (Gwh)	
Production									21	8 377	8 398	
Importations		136 312	2 637	438 142	31 979	660				49	49	
Exportations										-7	-7	
Soutages maritimes internationaux											0	
Variation des stocks											0	
<b>Approvisionnements intérieur</b>	<b>-</b>	<b>136 312</b>	<b>2 637</b>	<b>438 142</b>	<b>31 979</b>	<b>660</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>21</b>	<b>8 420</b>	<b>8 441</b>	
Transferts											0	
Ecarts statistiques											0	
<b>Total secteur transformation</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>7 144</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>21</b>	<b>8 377</b>	<b>8 398</b>
Centrales électriques publiques				642					9	8 377	8 386	

54

Autoproduleurs d'électricité				6 502					12		12
Cokeries/fabriques d'agglomérés&briques											0
Usines à gaz											0
Raffineries de pétrole											0
Industrie pétrochimiques											0
Unités de production de charbon de bois											0
Non spécifié (transformation)											0
<b>Consommation Secteur énergie</b>									0	25	25
<b>Pertes de transport et distribution</b>									0	3	3
<b>Consommation finale totale</b>	-	136 711	2 637	438 143	31 979	660	-	-	-	7 557	7 557
<b>Total secteur industrie</b>	-	-	-	-	31 979	-	-	-	-	3 984	3 984
Industries extractives (Mines)											-
Sidérurgie											0
Industries chimiques et pétrochimiques											0
Produits minéraux non métalliques					31 979						0
Industrie alimentaire et tabac											0
Construction											0
Textiles et cuir											0
Non spécifié (industrie)										3 984	3 984
<b>Total secteur transports</b>	-	136 711	-	438 143	-	-	-	-	-	15	15
Aérien	-	136 711									0
Routier				328 607							0
Ferroviaire				-						15	15
Transport par conduites											0
Navigation intérieure				109 536							0
Non spécifié (transport)											0
<b>Total autres secteurs</b>	-	-	2 637	-	-	-	-	-	-	3 558	3 558
Agriculture											0
Services marchands et publiques										1 185	1 185
Résidentiel			2 637							2 373	2 373
Non spécifié (autres)											0

Utilisations non énergétiques						660					0
Electricité produite (GWh)				9					21	8 377	8 398
Electricité produites par les centrales publiques (Gwh)				9					9	8 377	8 386
Electricité produites par les autoproducteurs (Gwh)									12		12

### 1. BILAN ENERGETIQUE DE LA RDC 2014 (UNITES PHYSIQUES) (1)

Bilan de la RDC Année: 2014 (Unités Physiques)	Bois de feu (t)	Charbon de bois (t)	Résidus agricoles (t)	S/Total Biomasse (t)	Coke(t)	Charbon minéral (t)	S/Total Coke + Charbon minéral (t)	Pétrole brut (t)	Essence (t)
Production	78 342 575							1 331 518	
Importations									292 143
Exportations								- 1 331 518	
Soutages maritimes internationaux									
Variation des stocks									
<b>Approvisionnements intérieur</b>	<b>78 342 575</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>0</b>	<b>292 143</b>
Transferts									
Ecart statistiques									
<b>Total secteur transformation</b>	<b>- 38 033 518</b>	<b>3 803 352</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
Centrales électriques publiques									
Autoproducteurs d'électricité									
Cokeries/fabriques d'agglomérés & briquettes									
Usines à gaz									
Raffineries de pétrole									
Industrie pétrochimiques									
Unités de production de charbon de bois	38 033 518	3 803 352							
Non spécifié (transformation)									
<b>Consommation Secteur énergie</b>									
<b>Pertes de transport et distribution</b>									
<b>Consommation finale totale</b>	<b>40 309 057</b>	<b>3 803 352</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>292 143</b>
<b>Total secteur industrie</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
Industries extractives (Mines)									
Sidérurgie									

Industries chimiques et pétrochimiques									
Produits minéraux non métalliques									
Industrie alimentaire et tabac									
Construction									
Textiles et cuir									
Non spécifié (industrie)									
<b>Total secteur transports</b>	-	-	-	-	-	-	-	-	292 143
Aérien									
Routier									292 143
Ferroviaire									
Transport par conduites									
Navigation intérieure									
Non spécifié (transport)									
<b>Total autres secteurs</b>	40 309 057	3 803 352	-	-	-	-	-	-	-
Agriculture									
Services marchands et publiques									
Résidentiel	40 309 057	3 803 352							
Non spécifié (autres)									
<b>Utilisations non énergétiques</b>									
<b>Electricité produite (GWh)</b>	-	-	345						
Electricité produites par les centrales publiques (Gwh)									
Electricité produites par les autoproducteurs (Gwh)			345						

### 1. BILAN ENERGETIQUE DE LA RDC 2014 (UNITES PHYSIQUES) (SUITE)

Bilan de la RDC Année: 2014 (Unités Physiques)	Avgas (t)	Kerosène (t)	Pétrole Lampant (t)	Diesel & Gasoil (t)	Fuel oil (t)	Huiles de base (t)	Autres produits pétroliers (t)	Total Produits Pétroliers (t)	Electricité thermique (GWh)	Hydro électricité (GWh)	Total Electricité (Gwh)
Production									356	8 814	9 170
Importations	-	134 163	2 152	518 876	25 848	5				1 138	1 138
Exportations										-69	-69
Soutages maritimes internationaux											0
Variation des stocks											0

<b>Approvisionnements intérieur</b>	-	134 163	2 152	518 876	25 848	5	-	-	356	9 883	10 239
Transferts											0
Ecarts statistiques											0
<b>Total secteur transformation</b>	-	-	-	- 36 363	-	-	-	-	- 356	8 814	9 170
Centrales électriques publiques				642					11	8 757	8 768
Autoproducteurs d'électricité				35 721					345	57	402
Cokeries/fabriques d'agglomérés&briquettes											0
Usines à gaz											0
Raffineries de pétrole											0
Industrie pétrochimiques											0
Unités de production de charbon de bois											0
Non spécifié (transformation)											0
<b>Consommation Secteur énergie</b>									0	0	0
<b>Pertes de transport et distribution</b>									0	1 893	1 893
<b>Consommation finale totale</b>	-	134 163	2 152	518 876	25 848	5	-	-	-	8 548	8 548
<b>Total secteur industrie</b>	-	-	-	-	25 848	-	-	-	-	5 211	5 211
Industries extractives (Mines)											-
Sidérurgie											0
Industries chimiques et pétrochimiques											0
Produits minéraux non métalliques					25 848						0
Industrie alimentaire et tabac											0
Construction											0
Textiles et cuir											0
Non spécifié (industrie)										5 211	5 211
<b>Total secteur transports</b>	-	134 163	-	518 876	-	-	-	-	-	15	15
Aérien	-	134 163									0
Routier				389 157							0
Ferroviaire				-						15	15
Transport par conduites											0
Navigaison intérieure				129 719							0
Non spécifié (transport)											0

<b>Total autres secteurs</b>	-	-	2 152	-	-	-	-	-	-	3 322	3 322
Agriculture											0
Services marchands et publiques										1 138	1 138
Résidentiel			2 152							2 184	2 184
Non spécifié (autres)											0
<b>Utilisations non énergétiques</b>						5					0
<b>Electricité produite (GWh)</b>				11					356	8 814	9 170
Electricité produites par les centrales publiques (Gwh)				11					11	8 814	8 825
Electricité produites par les autoproducteurs (Gwh)									345		345

## 2. BILAN ENERGETIQUE DESAGREGÉ DE LA RDC 2013 (UNITES ENERGETIQUES)(1)

Bilan énergétique désagrégé de la RDC Année: 2013 en (tep)	Bois de feu (tep)	Charbon de bois (tep)	Résidus agricoles (tep)	S/Total Biomasse (tep)	Pétrole brut (tep)	Essence (tep)	Avgas (tep)	Kerosène (tep)
Production	30 277 324		-	30 277 324	1 327 809			
Importations	-	-	-	-	-	286 590	-	145 172
Exportations	-	-	-	-	- 1 327 809	-	-	-
Soutages maritimes internationaux	-	-	-	-	-	-	-	-
Variation des stocks	-	-	-	-	-	-	-	-
<b>Approvisionnements intérieur</b>	<b>30 277 324</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>30 277 324</b>	<b>-</b>	<b>286 590</b>	<b>-</b>	<b>145 172</b>
Transferts	-	-	-	-	-	-	-	-
Ecart statistiques	-	-	-	-	-	-	-	-
<b>Total secteur transformation</b>	<b>- 14 698 944</b>	<b>2 572 315</b>	<b>-</b>	<b>- 14 698 944</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
Centrales électriques publiques	-	-	-	-	-	-	-	-
Autoproducteurs d'électricité	-	-	-	-	-	-	-	-
Cokeries/fabriques d'agglomérés & briquettes	-	-	-	-	-	-	-	-
Usines à gaz	-	-	-	-	-	-	-	-
Raffineries de pétrole	-	-	-	-	-	-	-	-
Industrie pétrochimiques	-	-	-	-	-	-	-	-
Unités de production de charbon de bois	14 698 944	2 572 315	-	14 698 944	-	-	-	-
Non spécifié (transformation)	-	-	-	-	-	-	-	-
<b>Consommation Secteur énergie</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
<b>Pertes de transport et distribution</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
<b>Consommation finale totale</b>	<b>15 578 379</b>	<b>2 572 315</b>	<b>-</b>	<b>18 150 695</b>	<b>-</b>	<b>286 591</b>	<b>-</b>	<b>145 597</b>

<b>Total secteur industrie</b>	-	-	-	-	-	-	-	-
Industries extractives (Mines)	-	-	-	-	-	-	-	-
Sidérurgie	-	-	-	-	-	-	-	-
Industries chimiques et pétrochimiques	-	-	-	-	-	-	-	-
Produits minéraux non métalliques	-	-	-	-	-	-	-	-
Industrie alimentaire et tabac	-	-	-	-	-	-	-	-
Construction	-	-	-	-	-	-	-	-
Textiles et cuir	-	-	-	-	-	-	-	-
Non spécifié (industrie)	-	-	-	-	-	-	-	-
<b>Total secteur transports</b>	-	-	-	-	-	286 591	-	145 597
Aérien	-	-	-	-	-	-	-	145 597
Routier	-	-	-	-	-	286 591	-	-
Ferroviaire	-	-	-	-	-	-	-	-
Transport par conduites	-	-	-	-	-	-	-	-
Navigation intérieure	-	-	-	-	-	-	-	-
Non spécifié (transport)	-	-	-	-	-	-	-	-
<b>Total autres secteurs</b>	15 578 379	2 572 315	-	18 150 695	-	-	-	-
Agriculture	-	-	-	-	-	-	-	-
Services marchands et publiques	-	-	-	-	-	-	-	-
Résidentiel	15 578 379	2 572 315	-	18 150 695	-	-	-	-
Non spécifié (autres)	-	-	-	-	-	-	-	-
<b>Utilisations non énergétiques</b>	-	-	-	-	-	-	-	-
<b>Electricité produite (GWh)</b>	-	-	12	12	-	-	-	-
Electricité produites par les centrales publiques (Gwh)	-	-	-	-	-	-	-	-
Electricité produites par les autoproducteurs (Gwh)	-	-	12	12	-	-	-	-

## 2. BILAN ENERGETIQUE DESAGREGÉ DE LA RDC 2013 (UNITES ENERGETIQUES) (SUITE)

Bilan énergétique désagrégé de la RDC Année: 2013 en (tep)	Pétrole Lampant (tep)	Diesel & Gasoil (tep)	Fuel oil (tep)	Huiles de base (tep)	Total Produits Pétroliers (tep).	Electricité thermique (tep)	Hydroélectricité (tep)	Total Electricité (tep)
Production	-					1 772	720 461	722 233
Importations	2 756	453 477	30 700	634	919 328	-	4 232	4 232
Exportations	-	-	-	-	-	-	- 560	- 560
Soutages maritimes internationaux	-	-	-	-	-	-	-	-
Variation des stocks	-	-	-	-	-	-	-	-
<b>Approvisionnements intérieur</b>	<b>2 756</b>	<b>453 477</b>	<b>30 700</b>	<b>634</b>	<b>919 328</b>	<b>1 772</b>	<b>724 133</b>	<b>725 905</b>
Transferts	-	-	-	-	-	-	-	-
Ecarts statistiques	-	-	-	-	-	-	-	-
<b>Total secteur transformation</b>	<b>-</b>	<b>- 7 394</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>- 7 394</b>	<b>- 1 772</b>	<b>720 461</b>	<b>722 233</b>
Centrales électriques publiques	-	664	-	-	664	765	720 461	721 226
Autoproducteurs d'électricité	-	6 729	-	-	6 729	1 007	-	1 007
Cokeries/fabriques d'agglomérés & briquettes	-	-	-	-	-	-	-	-
Usines à gaz	-	-	-	-	-	-	-	-
Raffineries de pétrole	-	-	-	-	-	-	-	-
Industrie pétrochimiques	-	-	-	-	-	-	-	-
Unités de production de charbon de bois	-	-	-	-	-	-	-	-
Non spécifié (transformation)	-	-	-	-	-	-	-	-
<b>Consommation Secteur énergie</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>2 147</b>	<b>2 147</b>
<b>Pertes de transport et distribution</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>221</b>	<b>221</b>
<b>Consommation finale totale</b>	<b>2 756</b>	<b>453 478</b>	<b>30 700</b>	<b>634</b>	<b>919 755</b>	<b>-</b>	<b>649 886</b>	<b>649 886</b>
<b>Total secteur industrie</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>30 700</b>	<b>-</b>	<b>30 700</b>	<b>-</b>	<b>342 600</b>	<b>342 600</b>
Industries extractives (Mines)	-	-	-	-	-	-	-	-
Sidérurgie	-	-	-	-	-	-	-	-
Industries chimiques et pétrochimiques	-	-	-	-	-	-	-	-
Produits minéraux non métalliques	-	-	30 700	-	30 700	-	-	-
Industrie alimentaire et tabac	-	-	-	-	-	-	-	-
Construction	-	-	-	-	-	-	-	-
Textiles et cuir	-	-	-	-	-	-	-	-
Non spécifié (industrie)	-	-	-	-	-	-	342 600	342 600
<b>Total secteur transports</b>	<b>-</b>	<b>453 478</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>885 665</b>	<b>-</b>	<b>1 288</b>	<b>1 288</b>
Aérien	-	-	-	-	145 597	-	-	-
Routier	-	340 108	-	-	626 699	-	-	-

Ferroviaire	-	-	-	-	-	-	1 288	1 288
Transport par conduites	-	-	-	-	-	-	-	-
Navigation intérieure	-	113 369	-	-	113 369	-	-	-
Non spécifié (transport)	-	-	-	-	-	-	-	-
<b>Total autres secteurs</b>	<b>2 756</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>2 756</b>	<b>-</b>	<b>305 998</b>	<b>305 998</b>
Agriculture	-	-	-	-	-	-	-	-
Services marchands et publiques	-	-	-	-	-	-	101 912	101 912
Résidentiel	2 756	-	-	-	2 756	-	204 086	204 086
Non spécifié (autres)	-	-	-	-	-	-	-	-
<b>Utilisations non énergétiques</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>634</b>	<b>634</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
<b>Electricité produite (GWh)</b>	<b>-</b>	<b>9</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>9</b>	<b>21</b>	<b>8 377</b>	<b>8 398</b>
Electricité produites par les centrales publiques (Gwh)	-	9	-	-	9	9	8 377	8 386
Electricité produites par les autoproducteurs (Gwh)	-	-	-	-	-	12	-	12

## 2. BILAN ENERGETIQUE DESAGREGÉ DE LA RDC 2014 (UNITES ENERGETIQUES)(1)

Bilan énergétique désagrégé de la RDC Année: 2014 en (tep)	Bois de feu (tep)	Charbon de bois (tep)	Résidus agricoles (tep)	S/Total Biomasse (tep)	Pétrole brut (tep)	Essence (tep)	Avgas (tep)	Kerosène (tep)
Production	31 337 030	-	-	31 337 030	1 331 518	-	-	-
Importations	-	-	-	-	-	312 593	-	142 884
Exportations	-	-	-	-	- 1 331 518	-	-	-
Soutages maritimes internationaux	-	-	-	-	-	-	-	-
Variation des stocks	-	-	-	-	-	-	-	-
<b>Approvisionnements intérieur</b>	<b>31 337 030</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>31 337 030</b>	<b>-</b>	<b>312 593</b>	<b>-</b>	<b>142 884</b>
Transferts	-	-	-	-	-	-	-	-
Ecart statistique	-	-	-	-	-	-	-	-
<b>Total secteur transformation</b>	<b>- 15 213 407</b>	<b>2 662 346</b>	<b>-</b>	<b>- 15 213 407</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
Centrales électriques publiques	-	-	-	-	-	-	-	-
Autoproducteurs d'électricité	-	-	-	-	-	-	-	-
Cokeries/fabriques d'agglomérés & briquettes	-	-	-	-	-	-	-	-
Usines à gaz	-	-	-	-	-	-	-	-
Raffineries de pétrole	-	-	-	-	-	-	-	-
Industrie pétrochimiques	-	-	-	-	-	-	-	-
Unités de production de charbon de bois	15 213 407	2 662 346	-	15 213 407	-	-	-	-
Non spécifié (transformation)	-	-	-	-	-	-	-	-
<b>Consommation Secteur énergie</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>

<b>Pertes de transport et distribution</b>	-	-	-	-	-	-	-	-
<b>Consommation finale totale</b>	<b>16 123 623</b>	<b>2 662 346</b>	-	<b>18 785 969</b>	-	<b>312 593</b>	-	<b>142 884</b>
<b>Total secteur industrie</b>	-	-	-	-	-	-	-	-
Industries extractives (Mines)	-	-	-	-	-	-	-	-
Sidérurgie	-	-	-	-	-	-	-	-
Industries chimiques et pétrochimiques	-	-	-	-	-	-	-	-
Produits minéraux non métalliques	-	-	-	-	-	-	-	-
Industrie alimentaire et tabac	-	-	-	-	-	-	-	-
Construction	-	-	-	-	-	-	-	-
Textiles et cuir	-	-	-	-	-	-	-	-
Non spécifié (industrie)	-	-	-	-	-	-	-	-
<b>Total secteur transports</b>	-	-	-	-	-	<b>312 593</b>	-	<b>142 884</b>
Aérien	-	-	-	-	-	-	-	142 884
Routier	-	-	-	-	-	312 593	-	-
Ferroviaire	-	-	-	-	-	-	-	-
Transport par conduites	-	-	-	-	-	-	-	-
Navigation intérieure	-	-	-	-	-	-	-	-
Non spécifié (transport)	-	-	-	-	-	-	-	-
<b>Total autres secteurs</b>	<b>16 123 623</b>	<b>2 662 346</b>	-	<b>18 785 969</b>	-	-	-	-
Agriculture	-	-	-	-	-	-	-	-
Services marchands et publiques	-	-	-	-	-	-	-	-
Résidentiel	16 123 623	2 662 346	-	18 785 969	-	-	-	-
Non spécifié (autres)	-	-	-	-	-	-	-	-
<b>Utilisations non énergétiques</b>	-	-	-	-	-	-	-	-
<b>Electricité produite (GWh)</b>	-	-	345	345	-	-	-	-
Electricité produites par les centrales publiques (Gwh)	-	-	-	-	-	-	-	-
Electricité produites par les autoproducteurs (Gwh)	-	-	345	345	-	-	-	-

## 2. BILAN ENERGETIQUE DESAGREGÉ DE LA RDC 2013 (UNITES ENERGETIQUES) (SUITE)

Bilan énergétique désagrégé de la RDC Année: 2014 en (tep)	Pétrole Lampant (tep)	Diesel & Gasoil (tep)	Fuel oil (tep)	Huiles de base (tep)	Total Produits Pétroliers (tep).	Electricité thermique (tep)	Hydroélectricité (tep)	Total Electricité (tep)
Production	-	-	-	-	-	30 658	757 989	788 648
Importations	2 249	537 037	24 814	5	1 019 581	-	97 838	97 838
Exportations	-	-	-	-	-	-	- 5 924	- 5 924
Soutages maritimes internationaux	-	-	-	-	-	-	-	-

Variation des stocks	-	-	-	-	-	-	-	-
<b>Approvisionnements intérieur</b>	<b>2 249</b>	<b>537 037</b>	<b>24 814</b>	<b>5</b>	<b>1 019 581</b>	<b>30 658</b>	<b>849 904</b>	<b>880 562</b>
Transferts	-	-	-	-	-	-	-	-
Ecarts statistiques	-	-	-	-	-	-	-	-
<b>Total secteur transformation</b>	<b>-</b>	<b>- 37 635</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>- 37 635</b>	<b>- 30 658</b>	<b>757 989</b>	<b>788 648</b>
Centrales électriques publiques	-	664	-	-	664	946	753 124	754 070
Autoproducteurs d'électricité	-	36 971	-	-	36 971	29 712	4 865	34 577
Cokeries/fabriques d'agglomérés&briques	-	-	-	-	-	-	-	-
Usines à gaz	-	-	-	-	-	-	-	-
Raffineries de pétrole	-	-	-	-	-	-	-	-
Industrie pétrochimiques	-	-	-	-	-	-	-	-
Unités de production de charbon de bois	-	-	-	-	-	-	-	-
Non spécifié (transformation)	-	-	-	-	-	-	-	-
<b>Consommation Secteur énergie</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
<b>Pertes de transport et distribution</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>162 807</b>	<b>162 807</b>
<b>Consommation finale totale</b>	<b>2 249</b>	<b>537 037</b>	<b>24 814</b>	<b>5</b>	<b>1 019 581</b>	<b>-</b>	<b>735 150</b>	<b>735 150</b>
<b>Total secteur industrie</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>24 814</b>	<b>-</b>	<b>24 814</b>	<b>-</b>	<b>448 178</b>	<b>448 178</b>
Industries extractives (Mines)	-	-	-	-	-	-	-	-
Sidérurgie	-	-	-	-	-	-	-	-
Industries chimiques et pétrochimiques	-	-	-	-	-	-	-	-
Produits minéraux non métalliques	-	-	24 814	-	24 814	-	-	-
Industrie alimentaire et tabac	-	-	-	-	-	-	-	-
Construction	-	-	-	-	-	-	-	-
Textiles et cuir	-	-	-	-	-	-	-	-
Non spécifié (industrie)	-	-	-	-	-	-	448 178	448 178
<b>Total secteur transports</b>	<b>-</b>	<b>537 037</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>992 513</b>	<b>-</b>	<b>1 288</b>	<b>1 288</b>
Aérien	-	-	-	-	142 884	-	-	-
Routier	-	402 778	-	-	715 371	-	-	-
Ferroviaire	-	-	-	-	-	-	1 288	1 288
Transport par conduites	-	-	-	-	-	-	-	-
Navigation intérieure	-	134 259	-	-	134 259	-	-	-
Non spécifié (transport)	-	-	-	-	-	-	-	-
<b>Total autres secteurs</b>	<b>2 249</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>2 249</b>	<b>-</b>	<b>285 685</b>	<b>285 685</b>
Agriculture	-	-	-	-	-	-	-	-
Services marchands et publiques	-	-	-	-	-	-	97 827	97 827
Résidentiel	2 249	-	-	-	2 249	-	187 858	187 858

Non spécifié (autres)	-	-	-	-	-	-	-	-
<b>Utilisations non énergétiques</b>	-	-	-	5	5	-	-	-
<b>Electricité produite (GWh)</b>	-	11	-	-	11	356	8 814	9 170
Electricité produites par les centrales publiques (Gwh)	-	11	-	-	11	11	8 814	8 825
Electricité produites par les autoproducteurs (Gwh)	-	-	-	-	-	345	-	345

### 3. BILAN ENERGETIQUE AGREGÉ DE LA RDC 2013 (UNITES ENERGETIQUES)

Bilan énergétique agrégé de la RDC Année: 2013 (en tep)	Biomasse (tep)	Pétrole brut (tep)	Produits Pétroliers (tep)	Total Electricité (tep)	Total
Production	30 277 324	1 327 809	-	722 233	32 327 365
Importations			919 328	4 232	923 560
Exportations		- 1 327 809		- 560	- 1 328 369
Soutages maritimes internationaux					
Variation des stocks					
<b>Approvisionnements totaux en énergie primaire</b>	<b>30 277 324</b>	<b>0</b>	<b>919 328</b>	<b>725 905</b>	<b>31 922 556</b>
Transferts	-				
Ecart statistiques					
<b>Total secteur transformation</b>	<b>- 14 698 944</b>		<b>- 7 394</b>	<b>722 233</b>	<b>- 13 984 105</b>
Centrales électriques publiques	-		664	721 226	721 890
Autoproducteurs d'électricité	-		6 729	1 007	7 736
Cokeries/fabriques d'agglomérés & briquettes					
Usines à gaz					
Raffineries de pétrole					
Industries pétrochimiques					
Unités de production de charbon de bois	14 698 944				14 698 944
Non spécifié (transformation)	-				-
Consommation Secteur énergie				2 147	2 147
Pertes de distribution				221	221
Consommation finale totale	18 150 695	-	919 755	649 886	19 720 335
<i>Total secteur industrie</i>			30 700	342 600	373 300
Industries extractives (Mines)				-	-
Sidérurgie				-	-
Industries chimiques et pétrochimiques				-	-

Produits minéraux non métalliques			30 700	-	30 700
Industrie alimentaire et tabac				-	-
Construction				-	-
Textiles et cuir				-	-
Non spécifié (industrie)			-	342 600	342 600
<b>Total secteur transports</b>	-		885 665	1 288	886 953
Aérien			145 597		145 597
Routier			626 699		626 699
Ferroviaire			-	1 288	1 288
Transport par conduites			-		-
Navigation intérieure			113 369		113 369
Non spécifié (transport)	-		-	-	-
<b>Total autres secteurs</b>	18 150 695		2 756	305 998	18 459 449
Agriculture			-	-	-
Services marchands et publiques	-		-	101 912	101 912
Résidentiel	18 150 695		2 756	204 086	18 357 537
Non spécifié (autres)			-	-	-
<b>Utilisations non énergétiques</b>	-		634	-	634
<b>Electricité produite (GWh)</b>	12		9	8 398	
Electricité produites par les centrales publiques (Gwh)	-		9	8 386	
Electricité produites par les autoproducteurs (Gwh)	12		-	12	

### 3. BILAN ENERGETIQUE AGREGÉ DE LA RDC 2014 (UNITES ENERGETIQUES)

Bilan énergétique agrégé de la RDC Année: 2014 (en tep)	Biomasse (tep)	Pétrole brut (tep)	Produits Pétroliers (tep)	Total Electricité (tep)	Total
Production	31 337 030	1 331 518	-	788 648	33 457 196
Importations			1 019 581	97 838	1 117 419
Exportations		- 1 331 518		- 5 924	- 1 337 442
Soutages maritimes internationaux					
Variation des stocks					
<b>Approvisionnements totaux en énergie primaire</b>	<b>31 337 030</b>	<b>0</b>	<b>1 019 581</b>	<b>880 562</b>	<b>33 237 173</b>
Transferts	-				
Écarts statistiques					
<b>Total secteur transformation</b>	<b>- 15 213 407</b>		<b>- 37 635</b>	<b>788 648</b>	<b>- 14 462 395</b>
Centrales électriques publiques	-		664	754 070	754 735
Autoproducteurs d'électricité	-		36 971	34 577	71 548
Cokeries/fabriques d'agglomérés & briquettes					
Usines à gaz					
Raffineries de pétrole					
Industries pétrochimiques					
Unités de production de charbon de bois	15 213 407				15 213 407
Non spécifié (transformation)	-				-
Consommation Secteur énergie				-	-
Pertes de distribution				162 807	162 807
Consommation finale totale	18 785 969	-	1 019 581	735 150	20 540 700
<i>Total secteur industrie</i>	-		24 814	448 178	472 991
Industries extractives (Mines)				-	-
Sidérurgie				-	-
Industries chimiques et pétrochimiques				-	-
Produits minéraux non métalliques			24 814	-	24 814
Industrie alimentaire et tabac				-	-
Construction				-	-
Textiles et cuir				-	-

Non spécifié (industrie)			-	448 178	448 178
<b>Total secteur transports</b>	-		992 513	1 288	993 801
Aérien			142 884		142 884
Routier			715 371		715 371
Ferroviaire			-	1 288	1 288
Transport par conduites			-		-
Navigation intérieure			134 259		134 259
Non spécifié (transport)	-		-	-	-
<b>Total autres secteurs</b>	18 785 969		2 249	285 685	19 073 902
Agriculture			-	-	-
Services marchands et publiques	-		-	97 827	97 827
Résidentiel	18 785 969		2 249	187 858	18 976 076
Non spécifié (autres)			-	-	-
<b>Utilisations non énergétiques</b>	-		5	-	5
<b>Electricité produite (GWh)</b>	345		11	9 170	
Electricité produites par les centrales publiques (Gwh)	-		11	8 825	
Electricité produites par les autoproducteurs (Gwh)	345		-	345	

**ANNEXE V : QUELQUES INFORMATIONS SUR LE SECTEUR ELECTRICITE DE LA RDC**

Institutions	Nbre Centrales hydroélectr.	Nbre Centrales Thermiques	Capacité installée Hydro (MW)		Capacité installée Thermique (MW)		Capacité totale disponible (MW)		Importation (GWh)		Exportation (GWh)		Nombre d'Abonnés BT Domestique		Longueur du réseau BT (km)	
			2013	2014	2013	2014	2013	2014	2013	2014	2013	2014	2013	2014	2013	2014
SNEL +SINELAC	15	67	2 416,00	2 416,85	26	29	1 495,47	1 341,56	49	1 138	7	69	675 668	547 223	12 133	12 133
Auto producteurs	122	83	152,31	152,31	77	75	65,84	72,24	-	-	-	-	-	-	-	-
Producteurs Indépendants	7	-	37,1	37,1			37,10	37,10	-	-	-	-	14 166	14 706	625	644,79
<b>Total</b>	<b>144</b>	<b>150</b>	<b>2 605,41</b>	<b>2 606,3</b>	<b>103</b>	<b>104</b>	<b>1 598</b>	<b>1450,9</b>	<b>49</b>	<b>1 138</b>	<b>7</b>	<b>69</b>	<b>689 834</b>	<b>561 929</b>	<b>12 758</b>	<b>12 778</b>